Banque européenne d'investissement

La banque de l'UE

2014

Rapport annuel de la FEMIP

Transformer les opportunités en incidences durables

Table des matières

4 Message du vice-président

6 La FEMIP en 2014 – vue d'ensemble
- **8** L'année en bref
- **10** Une nouvelle ère pour l'engagement de l'Union européenne dans la Méditerranée
- **12** Assurer un fort impact sur le développement socio-économique

14 L'offre de la BEI
- **14** Instruments
- **16** Sources de financement
- **18** Services de conseil
- **20** Fonds fiduciaire de la FEMIP
- **22** Partenariats

26 Les activités publiques en 2014
- **26** Réunions officielles
- **26** Conférence publique
- **27** Colloques d'experts

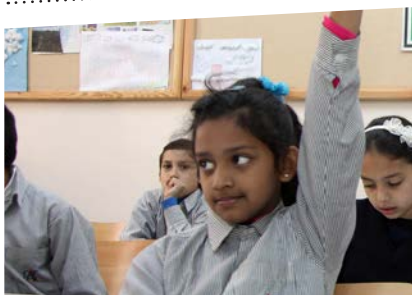
28 Les nouveaux investissements en 2014
- **29** Responsabiliser les entrepreneurs locaux pour qu'ils développent leurs entreprises
- **33** Favoriser la croissance via les infrastructures socio-économiques
- **35** Prendre des mesures relatives à l'environnement et aux changements climatiques

38 Organisation et personnel
- **39** L'équipe FEMIP
- **41** Programme de stages

42 Annexes
- **43** Liste des opérations de la FEMIP signées entre le 1er octobre 2002 et le 31 décembre 2014
- **49** Liste des opérations approuvées au titre du Fonds d'assistance de la FEMIP au 31 décembre 2014
- **54** Liste des opérations approuvées au titre du Fonds fiduciaire de la FEMIP au 31 décembre 2014
- **56** Glossaire des termes, acronymes et abréviations

La Banque européenne d'investissement (BEI) est l'institution de financement à long terme de l'Union européenne (UE). Ses actionnaires sont les 28 États membres de l'UE.

À l'extérieur de l'UE, la Banque soutient des projets contribuant au développement économique des pays qui ont signé un accord d'association ou de coopération avec l'UE.



Message du vice-président

Dans chacune de ses opérations, dans chacun de ses pays partenaires, la mission de la BEI est de financer des projets s'accompagnant d'incidences positives qui **améliorent la vie des citoyens** dans la région.

En 2014, la BEI a poursuivi cette mission avec force. Dans le cadre de la FEMIP, le bras financier de la BEI en Méditerranée, la Banque a signé 20 **nouveaux projets** pour un montant total de plus de 1,6 milliard d'EUR – le montant des opérations prises individuellement variant d'à peine 1 million d'EUR à 380 millions d'EUR – à l'appui de projets de financement très divers : des femmes microentrepreneurs en Jordanie, la modernisation des écoles en Tunisie à l'échelle nationale ou encore un programme d'amélioration de la performance environnementale pour les industries en Égypte. Cette année, je suis particulièrement fier de mettre l'accent sur les 571 millions d'EUR que la BEI a investis en Tunisie à l'appui de l'impressionnant processus de transition du pays.

Cette année 2014 a été importante, non seulement en raison de l'ampleur des opérations de financement qui se sont concrétisées, mais également parce qu'elle a marqué le début d'une nouvelle période septennale pour les activités de la BEI en Méditerranée.

Pour la période 2014-2020, la Banque s'est vu confier un mandat ambitieux par l'Union européenne : 10 milliards d'EUR pour l'activité de prêt dans les pays partenaires méditerranéens, qui seront complétés par 3 milliards d'EUR au maximum issus d'autres ressources pour l'ensemble des pays voisins. Avec un nouvel engagement de cette ampleur, nous avons pu commencer à mettre en œuvre notre stratégie destinée à élargir le cœur de notre offre à l'appui des infrastructures et des PME avec une palette de services supplémentaires de plus en plus adaptés aux besoins. Parmi ceux-ci, des programmes de conseil, du panachage et des instruments financiers plus ciblés pour les investissements relevant du secteur privé aussi bien à destination de la région qu'en son sein même. Vous trouverez tous les détails de certaines de ces innovations dans les pages qui suivent.

Lorsque j'envisage l'avenir à l'horizon 2020, j'ai le sentiment que beaucoup pourra être fait grâce à la FEMIP.

L'**action en faveur du climat** est un domaine très porteur : cette année, nous avons inauguré une enveloppe dédiée de quelque 20 millions d'EUR pour faciliter la préparation d'investissements en faveur du climat dans la région. Avec ce soutien mobilisateur, nous pourrons nous appuyer sur le travail de pionnier que nous avons réalisé récemment dans le cadre de vastes projets comme la centrale solaire de Ouarzazate ou le parc éolien de Tafila (tous deux des partenariats public-privé) ou dans celui de programmes de moindre dimension relatifs, comme par exemple au Liban, à l'efficacité énergétique. Cette enveloppe est également le symbole du développement des activités du Fonds fiduciaire de la FEMIP qui confirme son rôle d'outil complet intervenant non seulement dans des travaux en amont pour assurer un environnement propice, mais également en aval dans ce qui touche à la préparation de projets.

Dans les années à venir, nous continuerons de chercher de nouvelles façons d'optimiser les **incidences** positives de nos opérations. Dans les domaines autres que le climat, nous avons déjà lancé des programmes pilotes visant la création d'emplois au travers d'opérations liées aux infrastructures et permettant une plus grande prise de risque pour les projets assortis de retombées sociales importantes. Il m'apparaît évident qu'en associant ces nouvelles approches à l'expertise bancaire et technique de longue date de la Banque, la FEMIP pourra rester le mécanisme de financement de référence pour le bassin méditerranéen.

Je suis convaincu que le présent rapport sera un outil utile pour vous, les contreparties de la Banque, car il vous permettra de mieux connaître la grande diversité des activités de la FEMIP. Je vous encourage à renforcer cette connaissance et à dialoguer davantage avec nous afin que nous puissions continuer à faire évoluer ensemble notre partenariat et atteindre ces objectifs en 2015 et au-delà.

Philippe de Fontaine Vive

Les pays partenaires méditerranéens sont les suivants :

- Algérie
- Égypte
- Israël
- Jordanie
- Liban
- Libye[1]
- Maroc
- Palestine
- Syrie[2]
- Tunisie

[1] La BEI commencera ses activités en Libye après la signature d'un accord-cadre avec le pays, qui est actuellement en cours d'élaboration.
[2] À la suite des sanctions prises par l'UE en novembre 2011, la BEI a suspendu tous les décaissements et les contrats de conseil technique relatifs aux projets en Syrie.

Vue d'ensemble

La BEI : la banque de l'Union européenne

La Banque européenne d'investissement (BEI) est l'institution de financement à long terme de l'Union européenne (UE). Ses actionnaires sont les 28 États membres de l'UE.

À l'extérieur de l'UE, la Banque soutient des projets contribuant au développement économique des pays qui ont signé un accord d'association ou de coopération avec l'UE.

Dans le bassin méditerranéen, la FEMIP a pour vocation d'aider les pays partenaires méditerranéens (PPM) à asseoir leur développement et leur croissance. Plus précisément, la Banque a deux grandes priorités en matière d'investissement dans la région : créer un environnement favorable à l'investissement et apporter un soutien direct au secteur privé. Elle cherche également à encourager le dialogue entre les partenaires euro-méditerranéens.

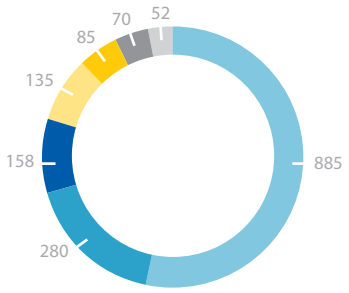
La FEMIP, la Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat, rassemble les services de la BEI en faveur du bassin méditerranéen, une palette de produits financiers adaptés aux conditions d'investissement spécifiques à la région.

L'année en bref

La FEMIP en 2014 – vue d'ensemble

Plus de 1,6 mrd d'EUR
d'opérations **signées**

4 mrd d'EUR décaissés
depuis le Printemps arabe, dont quelque
880 m d'EUR en 2014

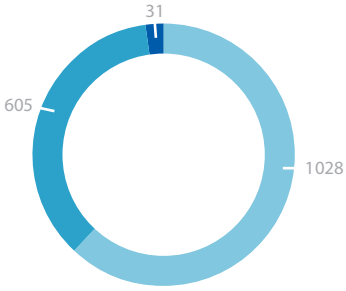


Répartition des signatures par secteur en 2014
en m EUR

- Énergie 53 %
- Financement des PME 17 %
- Transports 9 %
- Aménagement urbain 8 %
- Eau, assainissement, déchets solides 5 %
- Éducation 4 %
- Secteur financier 3 %

30 % des opérations signées à l'appui de l'action **en faveur du climat** et une nouvelle enveloppe de **20 millions d'EUR** pour le climat dans le cadre du **Fonds fiduciaire de la FEMIP**

Près de
1 mrd d'EUR
approuvés pour **16** nouvelles opérations



Répartition des signatures par région en 2014
en m EUR

- Maghreb 62 %
- Proche-Orient 36 %
- Portée régionale 2 %

Des opérations sur capitaux à risque signées pour

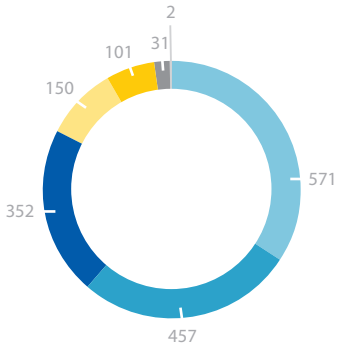
48 m d'EUR

notamment **des projets sociaux** tels que Attadamoune au Maroc

Un niveau record de signatures dépassant

560 m d'EUR

à l'appui de la croissance et de la transition **en Tunisie**, y compris la modernisation de plus de **300 écoles**



Répartition des signatures par pays en 2014
en m EUR

- Tunisie 34 %
- Maroc 27 %
- Égypte 21 %
- Israël 9 %
- Liban 6 %
- Portée régionale 2 %
- Jordanie 0,1 %

Quelque **280 m d'EUR de financements pour les PME** dans l'ensemble de la région, y compris **20 millions d'EUR** pour un nouveau partenariat avec la société civile en faveur des entrepreneurs en Tunisie

Un prêt de

77 m d'EUR

pour le projet de traitement des eaux usées de Kafr El-Sheik en Égypte conçu avec l'aide de la BEI au titre de la facilité pour la préparation des projets relatifs à l'eau (relevant du **programme MeHSIP**)

5,4 m d'EUR

de nouvelles approbations au titre du **Fonds fiduciaire de la FEMIP** pour des études et des services de conseil

Un nouveau **mécanisme de capital-risque** d'un montant de

300 m d'EUR

au maximum pour soutenir les entrepreneurs et renforcer l'infrastructure de capital locale

Signatures depuis la création de la FEMIP (en millions d'EUR, d'octobre 2002 à décembre 2014)[3]

2002-2014	Énergie	Transports	Lignes de crédit	Industrie	Eau, assainissement et déchets solides	Secteur financier	Infrastructures	Éducation	Santé	Aménagement urbain	Télécommunications	Services	Total
Algérie	500			81		10	230						**821**
Égypte	2,512	540	275	546	259	28				45			**4,205**
Israël	250		75	89	607							11	**1,033**
Jordanie	153	63	50	81	166	15		40					**568**
Liban		135	642		175	27							**979**
Maroc	1,360	1 692	50	504	200	55	100	230	70	206		14	**4,480**
Palestine	45					16							**61**
Syrie	675	50	120	105	125	2	25		130		100		**1,332**
Tunisie	1,266	986	827	446	101	7		70	110	56		14	**3,883**
Opération régionale			30			231							**261**
Total	**6,761**	**3,466**	**2,069**	**1,853**	**1,633**	**390**	**355**	**340**	**310**	**307**	**100**	**38**	**17,622**

[3] En raison de la révision de la méthodologie appliquée dans le présent rapport et de l'harmonisation avec d'autres publications de la BEI, les chiffres peuvent différer de ceux des années précédentes.

Une nouvelle ère
pour l'engagement de l'Union européenne dans la Méditerranée

L'année 2014 a marqué un tournant dans les activités de la BEI dans le bassin méditerranéen. En effet, c'est au cours de cette année que s'est achevé avec succès le mandat 2007-2013 – prorogé jusqu'en juin 2014 – et qu'ont démarré les opérations au titre du mandat de prêt extérieur 2014-2020, rendu public en mai 2014. Ce nouveau mandat permet à la Banque d'apporter au bassin méditerranéen des investissements à hauteur de 9,6 milliards d'EUR, assortis d'une garantie de l'Union européenne. Ce montant est complété par 3 milliards d'EUR que la Banque peut prêter à ses propres risques aux pays voisins du sud et de l'est de l'Europe sur la même période.

Ce nouveau mandat de prêt extérieur doit répondre aux trois objectifs généraux suivants, tout en encourageant en toile de fond l'intégration régionale :

- soutenir le développement du secteur privé local, en particulier des petites et moyennes entreprises (PME) ;
- développer les infrastructures socio-économiques, y compris dans le domaine des transports, de l'énergie et de l'environnement, ainsi que les technologies d'information et de communication ;
- investir dans l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à leurs effets.

La Banque a conçu sa feuille de route 2020 pour la Méditerranée – approuvée par les ministres lors de la réunion ministérielle de la FEMIP en avril 2014 à Athènes – afin d'accompagner ce nouveau mandat et de s'assurer que la BEI est bien placée pour répondre aux besoins en constante évolution de la région. La mise en œuvre de cette feuille de route a été une priorité tout au long de 2014. Avec plus de 1,6 milliard d'EUR de signatures dans l'ensemble de la région, plusieurs caps ont été franchis.

- Des **investissements dans de nouveaux projets d'infrastructures** pour plus de 1,3 milliard d'EUR, dont 885 millions d'EUR dans l'énergie, 158 millions d'EUR dans les transports et 70 millions d'EUR dans le secteur de l'éducation. La Banque a maintenu un appui marqué à la croissance et à la transition en Tunisie, avec plus de 560 millions d'EUR de nouvelles opérations. En outre, le président de la BEI a été, en décembre 2014, le premier de l'histoire de l'institution à se rendre dans le pays.

- **L'octroi de 300 millions d'EUR de financements en faveur du secteur privé** au cours de l'année via des lignes de crédit et du capital-risque. Sur ces opérations sur capitaux à risque, plus de 35 millions d'EUR ont été signés avec des fonds gérés par la Banque en partenariat avec le Royaume d'Espagne. Quant à l'avenir, la Banque a mis en place, avec la Facilité d'investissement pour le voisinage (FIV) de la Commission européenne, **un nouveau mandat capital-risque de 300 millions d'EUR au maximum** (voir l'encadré) destiné à fournir des capitaux aux entreprises du secteur privé en phase de croissance dans le bassin méditerranéen. Pour la première fois, la BEI utilisera ses fonds propres pour compléter la contribution de l'UE et elle invitera également d'autres investisseurs à contribuer à ce véritable instrument de panachage.

- La **poursuite du travail destiné à renforcer et élargir la gamme d'instruments financiers** mis à la disposition de la région. Outre le **lancement d'un nouveau guichet pour l'investissement d'impact de 6 millions d'EUR** au titre du Fonds fiduciaire de la FEMIP, les activités ont inclus la conférence de la FEMIP, qui a fourni une vue d'ensemble des nombreux outils au service de la croissance, ainsi qu'un séminaire sur les solutions en faveur des PME, précisément là où les financements sont défaillants.

Un nouveau mécanisme de capital-risque pour 2014-2020

Un instrument qui répond à un vrai besoin pour la Méditerranée
En stimulant les investissements du secteur privé, les activités de capital-risque de la Banque font partie intégrante des efforts de la FEMIP destinés à soutenir le développement à long terme du secteur privé dans le bassin méditerranéen. Aujourd'hui, les opérations de capital-investissement de la FEMIP soutiennent des entreprises affichant un chiffre d'affaires cumulé de plus de 5 milliards d'EUR par an, employant plus de 70 000 personnes et générant des recettes à l'exportation et fiscales importantes pour le pays d'accueil. Ce soutien ciblé et efficace renforce l'assise financière d'entreprises productives, affermit l'infrastructure de capital locale et encourage la finance inclusive par l'intermédiaire d'institutions de microfinance.

L'arrivée à échéance du mandat capital-risque 2007-2013 confié à la Banque par la Commission européenne a donné à la BEI la possibilité de renforcer ses activités dans ce secteur essentiel et de soutenir encore plus d'investissements viables dans la région. En effet, la concomitance de la crise financière mondiale et d'une situation politique locale difficile a fortement affecté les pays du bassin méditerranéen, prouvant qu'un nouveau mécanisme était dès lors plus nécessaire que jamais.

Saisissant cette occasion, la Banque a renouvelé, en 2014, son partenariat avec la Commission européenne dans le cadre de la Facilité d'investissement pour le voisinage dans l'optique de proposer un nouveau mécanisme de capital-risque de 300 millions d'EUR au maximum. L'UE contribuera à hauteur de 100 millions d'EUR au maximum sur ses ressources budgétaires, et la BEI complétera cet investissement en apportant au mécanisme 200 millions d'EUR au maximum sur ses ressources propres.

Au cours de la prochaine période de programmation de six ans, ce nouveau mécanisme permettra d'investir ou de prêter des ressources à des fonds de capital-investissement, à des institutions de capital-risque ou de microfinance ou à d'autres institutions financières. Il apportera également un soutien à des instruments innovants comme le co-investissement avec des investisseurs providentiels, le financement d'incubateurs ou d'accélérateurs d'entreprises et l'investissement dans des instruments de transfert de technologies. Parallèlement, il fournira de l'assistance technique à des intermédiaires financiers et à des bénéficiaires finals afin de garantir le soutien le plus large possible à la croissance du secteur privé dans le bassin méditerranéen.

- L'**augmentation de l'activité de services de conseil**, y compris la négociation d'une contribution substantielle de la part du Département britannique du développement international (DFID) à l'appui de l'action en faveur du climat au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (CAMENA) au titre du Fonds fiduciaire de la FEMIP. Cette contribution, qui pourra atteindre **20 millions d'EUR de financements, est destinée à renforcer les compétences et à préparer de nouveaux investissements en faveur du climat dans le bassin méditerranéen**.

Assurer
un fort impact sur le développement socio-économique

La BEI s'attache à soutenir des projets qui ont des effets positifs importants sur la vie des habitants du bassin méditerranéen.

Ses projets d'investissement devraient contribuer au développement économique des pays du bassin méditerranéen en répondant à une large palette d'objectifs. Ceux-ci incluent :

- la création d'**emplois** directs et indirects ;
- l'appui à l'émergence d'une nouvelle **culture d'entreprise** ;
- **l'aide aux entreprises en vue de leur croissance** à long terme, notamment en facilitant leur **accès aux financements** ;
- la **promotion de secteurs d'activité** déterminants pour le développement économique ;
- la facilitation et le renforcement des capacités de **commerce international et local** ;
- la mise en place d'infrastructures de **transport** et la création d'un **environnement propice** à l'expansion du secteur privé ;
- la couverture des besoins en infrastructures dans le secteur de l'énergie et l'approvisionnement en électricité d'un bon rapport coût-efficacité pour répondre à la hausse de la demande et sécuriser l'offre ;
- la facilitation de l'essor économique et de l'intégration de **toutes les régions** des pays partenaires.

Pour ses opérations en dehors de l'UE, la Banque applique le **Cadre de mesure des résultats, ou REM** (voir l'encadré), pour s'assurer de la solidité économique et technique des investissements soutenus et de leur conformité avec les normes

Un cadre logique pour mesurer les résultats : le Cadre de mesure des résultats

Au cours de l'instruction d'un projet, on identifie des indicateurs clairs, sectoriels, normalisés et mesurables et les projets sont notés selon trois piliers (voir le graphique ci-dessous). On fixe des valeurs de référence et des objectifs économiques, sociaux et environnementaux pour l'opération.

Les progrès réalisés par rapport aux indicateurs établis sont surveillés tout au long de la vie du projet. Pour les opérations directes, les résultats font l'objet d'un rapport lors de la finalisation du projet puis trois ans plus tard. Pour les opérations intermédiées, les résultats font l'objet d'un rapport au terme de la période d'affectation (financement des PME) ou à la fin de la période d'investissement (fonds). Les résultats concernant les fonds d'investissement font de nouveau l'objet d'un rapport à la fin de la vie du fonds.

Dans la mesure du possible, les indicateurs couverts par le cadre de mesure des résultats ont été harmonisés avec ceux des autres institutions financières internationales, institutions européennes de financement du développement et agences de développement de l'UE afin de simplifier les obligations de compte rendu imposées aux clients pour les opérations cofinancées. La BEI collabore toujours très activement avec ces partenaires afin d'améliorer davantage la coordination et l'harmonisation des indicateurs de résultats.

Premier pilier	vérifie l'admissibilité au titre des mandats de la BEI et note la contribution du projet aux priorités de l'UE et des pays.	**Incidences**
Deuxième pilier	évalue la qualité et la solidité de l'opération, mesurées sur la base des résultats escomptés.	**Résultats** **Réalisations**
Troisième pilier	évalue la valeur ajoutée financière et non financière de l'intervention de la BEI par rapport aux solutions proposées sur le marché. Valeur ajoutée = participation de la BEI - solution proposée sur le marché	**Contributions**

environnementales et sociales les plus strictes. Ce cadre permet de guider l'instruction, mais également de renforcer la capacité de la Banque à contrôler les résultats réellement obtenus et à suivre leur évolution tout au long du cycle des projets.

Par exemple, les fiches REM présentées cette année montrent que les opérations pour lesquelles le premier accord a été signé en 2014 généreront plus de **100 000 années-personnes d'emploi** au cours de la phase de réalisation et accorderont un **crédit à plus de 150 PME et plus de 50 entreprises de taille intermédiaire**. Pour ce qui est du capital-investissement, les contributions de la BEI ont affiché un effet de levier de **1 pour 7** avec les autres bailleurs de fonds[4].

[4] Les résultats attendus pour les opérations signées en 2014 seront publiés en détail dans le Rapport sur les opérations de la BEI en dehors de l'UE.

L'offre de la BEI

Instruments

La FEMIP offre des services financiers et de conseil adaptés aux besoins des promoteurs de projets dans les pays partenaires méditerranéens. Des investissements d'infrastructures de grande ampleur, des crédits aux PME, des garanties pour des projets relativement plus risqués, des conseils techniques afin de garantir une conception optimum du projet et des partenariats pour de nouveaux entrepreneurs sont autant de services mis à disposition par la FEMIP. Pour faire face à l'évolution de l'environnement dans le bassin méditerranéen, la BEI ne cesse de diversifier sa palette d'instruments afin d'encourager la croissance et le développement (voir l'encadré).

Produits		Objectifs	Bénéficiaires
Prêts	Lignes de crédit	• Encourager l'essor des MPME au moyen de lignes de crédit consenties aux banques commerciales ou établissements de financement du développement partenaires de la BEI, qui rétrocèdent ensuite les fonds à leurs propres clients locaux. Cela permet à la BEI de répondre efficacement aux besoins des communautés locales dans les PPM.	• MPME
	Prêts individuels (généralement supérieurs à 25 millions d'EUR)	• Développer les infrastructures économiques des PPM et soutenir les grandes entreprises emprunteuses. L'expansion du secteur privé et la création d'un environnement favorable à la pratique des affaires (par exemple, via des projets de création d'infrastructures essentielles dans les transports ou l'énergie) sont des objectifs auxquels la BEI accorde une importance particulière lors de l'instruction des opérations.	• Promoteurs du secteur privé et du secteur public
Opérations de capital-investissement et investissements directs en fonds propres et quasi-fonds propres		• Promouvoir la création ou le renforcement de l'assise financière d'entreprises productives et, plus particulièrement, d'entreprises créées en partenariat avec des sociétés établies dans l'UE.	• MPME • Entreprises privées de taille intermédiaire • Fonds d'investissement • Institutions de microfinance
Garanties		• Dynamiser les marchés des capitaux locaux. • Mobiliser des ressources supplémentaires pour les ajouter aux capitaux publics limités. • Soutenir le développement des entités infra-étatiques. • Réduire le risque de change et l'exposition des États au risque.	• MPME • Grandes entreprises • Banques locales • Promoteurs du secteur public • Entités infra-étatiques
Services de conseil		• Améliorer la qualité des opérations et leur incidence sur le développement en finançant des études et des activités visant à appuyer directement et indirectement l'expansion du secteur privé.	• Ensemble des clients de la BEI.

Élaborer de nouvelles réponses financières

En 2014, la Banque a publié un certain nombre d'études ayant vocation à améliorer la compréhension des défis auxquels sont confrontées les entreprises des pays partenaires méditerranéens et à identifier de nouvelles solutions pour la région.

La BEI, qui a été parmi les premières institutions internationales à intervenir dans le domaine de l'économie sociale, a présenté une étude approfondie sur le sujet suivant : « **L'économie sociale et solidaire : un moteur pour l'inclusion et la création d'emplois dans les pays partenaires méditerranéens ?** ». Avec le soutien financier du Fonds fiduciaire de la FEMIP, cette étude a été conduite par le **Forum euro-méditerranéen des instituts de sciences économiques (FEMISE)**, dans le contexte d'un partenariat qui comprend des études, des consultations sur des sujets particuliers, qui encourage les échanges entre experts, les opérations de cofinancement, etc.

L'étude en question démontre les possibilités de cette nouvelle forme d'économie en tant que modèle durable et indépendant, libre de toutes subventions et caractérisée par un potentiel de création d'emplois majeur. Non seulement cette étude identifie des secteurs offrant des possibilités de développement (assurances, fonds communs de placement, coopératives, etc.), mais elle propose également des outils financiers qui pourraient s'appuyer sur des structures dédiées du secteur bancaire privé rassemblées autour de banques éthiques qui fourniraient un soutien adapté.

Sur la base des conclusions de l'étude, la Banque s'emploie désormais à créer un programme de soutien technique conçu pour identifier les acteurs de l'économie sociale et solidaire au Maroc et en Tunisie. Au fil du temps, le soutien de la Banque à cet outil d'innovation socio-économique pourrait améliorer le financement de projets présentant un fort impact social dans les domaines du logement, de l'artisanat, de l'éducation et de l'agriculture, notamment.

Sources
de financement

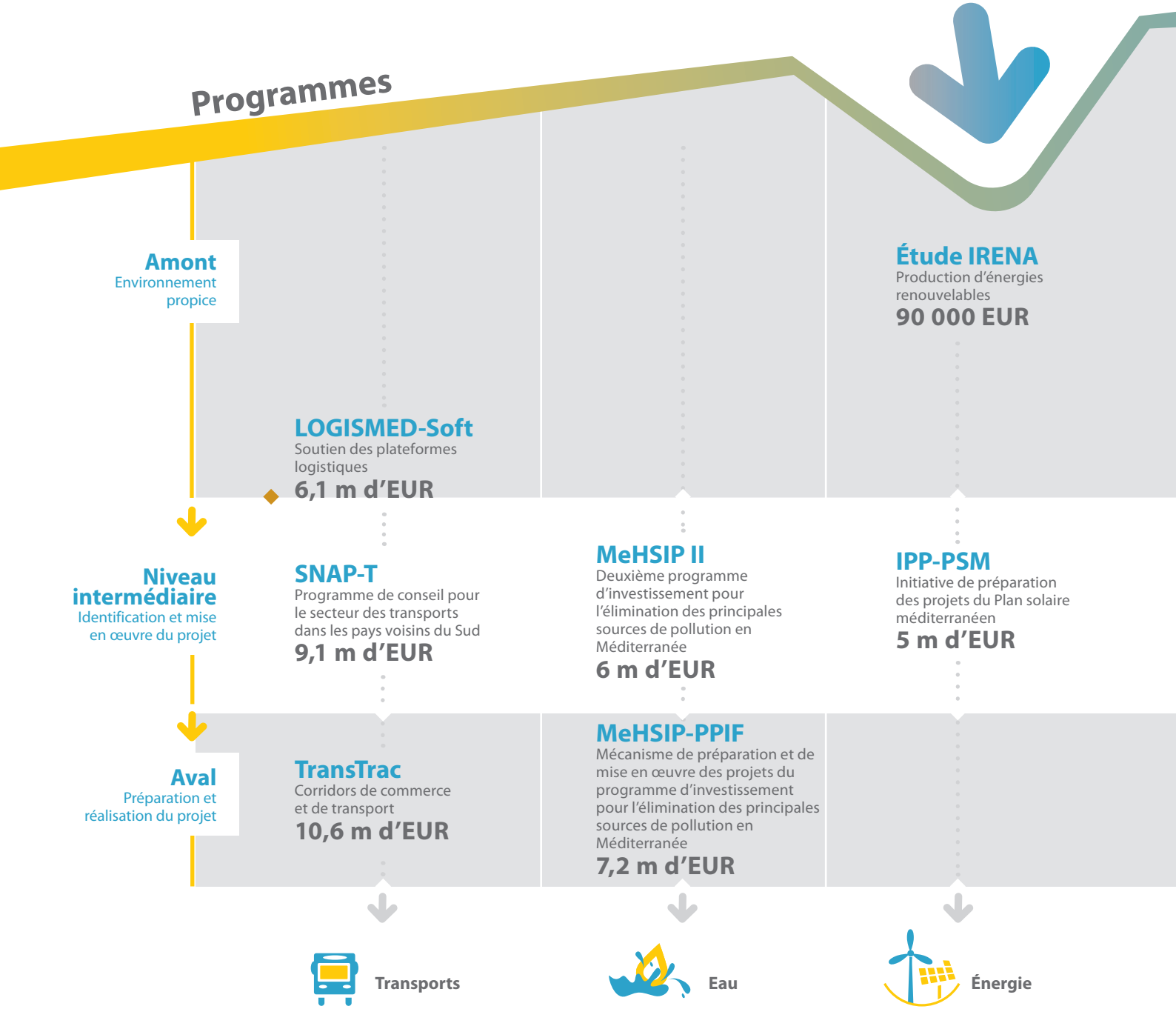
Sur la période 2014-2020, les activités de la Banque dans les pays partenaires méditerranéens seront financées via un certain nombre de mécanismes distincts couvrant chacun un élément spécifique des objectifs généraux de la FEMIP.

Dénomination	Nature	Montant	Durée	Objectif
Mandat de prêt extérieur (MPE)	Ressources propres de la BEI assorties d'une garantie de l'UE	**9,6 milliards d'EUR**	**2014-2020**	• Contribuer au développement du secteur privé et des infrastructures socio-économiques majeures des PPM. • Objectif de 25 % dédiés aux investissements à l'appui de l'action en faveur du climat sur l'ensemble du MPE.
Mécanisme de financement pour le voisinage[5]	Ressources propres de la BEI	**3 milliards d'EUR**	**2014-2020**	• Soutenir des projets encourageant tous les objectifs de haut niveau du MPE et les projets relatifs à l'investissement direct étranger (IDE) européen ne correspondant pas aux objectifs du MPE.
Mécanisme de capital-risque pour les pays voisins du Sud	Budget de l'UE via la FIV ; ressources propres de la BEI[6] ; éventuelle contribution de tiers.	**285 millions d'EUR**	**2014-2020**	• Apporter des fonds propres et des quasi-fonds propres à l'appui des MPME dans les pays voisins du Sud. • Contribuer au développement des marchés pour le capital-investissement dans le bassin méditerranéen.
Fonds fiduciaire de la FEMIP	Contributions des États membres et de la Commission européenne	**46,6 millions d'EUR**	**Depuis 2005**	• Mettre en lumière les principaux défis économiques de la région et identifier des moyens d'y apporter une réponse par le biais d'études sectorielles. • Soutenir le secteur privé en apportant des financements en fonds propres et quasi-fonds propres pour des opérations innovantes ou présentant un profil de risque inhabituel.

[5] Ce mécanisme s'applique aussi bien aux voisins du Sud qu'aux voisins de l'Est.
[6] La BEI investira aux côtés de l'UE en contribuant à hauteur de 200 millions d'EUR au maximum par l'intermédiaire du Mécanisme de financement pour le voisinage.

Services de conseil

Dans le cadre de la stratégie prioritaire de la Banque en matière d'octroi de prêts, de panachage de ressources et de prestation de conseils à l'appui d'investissements à long terme dans le bassin méditerranéen, la fourniture d'un soutien et de services de conseil en amont joue un rôle important pour assurer l'identification, la préparation et la réalisation efficaces de projets dans tous les secteurs.



◆ Ces initiatives comprennent les activités en amont et au niveau intermédiaire.

La Banque adopte de plus en plus une approche intégrée en matière de services de conseil, en mettant davantage l'accent sur les initiatives privilégiant un secteur donné que sur des travaux ad hoc centrés sur le projet concerné. Comme indiqué ci-dessous, cette démarche plus systématique facilitera la préparation d'une réserve cohérente de projets dans un secteur donné et vise à associer le soutien en amont et les services de conseil à l'octroi de financements, pour un maximum d'efficacité, tant pour les promoteurs de projets que pour les donateurs qui financent ces mécanismes.

MicroMED
Microfinance Tunisie
4 m d'EUR

Croissance MPME Jordanie
2,83 m d'EUR

Banque mobile
Inclusion financière
1,6 m d'EUR

Étude OIT
Impact des projets d'infrastructure sur l'emploi
300 000 EUR

Programme d'action pour les PPP dans le cadre de la FEMIP
1,7 m d'EUR

UPFI
Initiative de financement de projets urbains
5,6 m d'EUR

Space4MED
Transfert des résultats de la recherche aux PME innovantes
0,5 m d'EUR

MED 5 P
Programme de préparation de PPP en Méditerranée
15,4 m d'EUR

Aménagement urbain

PME & innovation

Secteurs multiples
PPP et emploi

Fonds fiduciaire
de la FEMIP

Le Fonds fiduciaire de la FEMIP (FFF) vient compléter les activités de la BEI dans le bassin méditerranéen. Il permet de financer des services de conseil technique en amont, des études régionales, ainsi que des prises de participation ciblées pour soutenir des entreprises innovantes du secteur privé. Depuis son lancement en 2005, le FFF a approuvé 65 opérations pour une valeur cumulée de près de 38 millions d'EUR.

10 ans de services

En 2014, l'Assemblée des donateurs du FFF a approuvé les quatre études et opérations de conseil technique suivantes pour un montant de 5,35 millions d'EUR. Les donateurs ont également examiné et approuvé une stratégie pluriannuelle pour le Fonds fiduciaire qui élargit le champ d'action des opérations sur capitaux à risque, notamment via une nouvelle enveloppe pour l'investissement d'impact (voir l'encadré).

- Accroître les incidences du Programme de conseil pour le **secteur des transports** dans les pays voisins du Sud (« SNAP-T ») – portée régionale – 2 millions d'EUR
- Services de conseils techniques à l'appui des **accélérateurs d'entreprises** dans la région de la FEMIP – portée régionale – 2 millions d'EUR
- Accroître l'impact du **mécanisme d'appui à la préparation de projets en PPP** (initiative MED 5P) – portée régionale – 350 000 EUR
- **Taysir** – prêt subordonné à une **nouvelle IMF** tunisienne (au titre de l'enveloppe pour l'investissement d'impact) – Tunisie – 1 million d'EUR

L'année 2014 a également été marquée par l'annonce de l'**enveloppe CAMENA en faveur de l'action pour le climat** (voir l'encadré) et l'apport d'un financement initial substantiel par le Royaume-Uni. Au cours de l'année, le FFF a aussi reçu des contributions supplémentaires versées par le Luxembourg (1,1 million d'EUR) et la Suède (0,9 million d'EUR). À l'avenir, les donateurs pourraient de plus en plus réserver des contributions plus importantes pour des initiatives clés telles que l'investissement d'impact et l'action en faveur du climat.

L'action en faveur du climat au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (CAMENA)

Les changements climatiques devraient avoir des incidences sévères sur les pays partenaires méditerranéens, et peut-être plus sévères que sur n'importe quelle autre région, selon le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Cela signifie qu'il existe un réel besoin d'investissement dans de nombreux secteurs sensibles aux évolutions climatiques dans l'ensemble de la région. En même temps, les immenses ressources de la région en énergies renouvelables présentent un potentiel énorme.

Après avoir analysé en détail ces questions, le Département britannique du développement international (DFID) a décidé, à la fin de 2014, d'apporter une contribution substantielle (15 millions de GBP, soit quasiment 20 millions d'EUR) au Fonds fiduciaire de la FEMIP afin de créer une enveloppe destinée au financement de l'action en faveur du climat. La position de la Banque parmi les principales IFI de la région, ses relations bien établies avec les pouvoirs publics et ses procédures rigoureuses en matière d'audit préalable ont influencé favorablement la décision du DFID.

Les premiers projets qui seront financés au titre de la CAMENA devraient être approuvés en 2015.

Par ailleurs, le Fonds fiduciaire de la FEMIP relaie les aides non remboursables reçues de la part de tiers, en particulier du **Fonds pour la transition au Moyen-Orient et en Afrique du Nord relevant du partenariat de Deauville**, vers les projets régionaux menés par la BEI (voir les détails à la page 25).

Sur la période 2014-2020, les donateurs souhaitent que le Fonds fiduciaire de la FEMIP se concentre sur quatre priorités : finance et MPME, infrastructures, environnement et capital humain-recherche, et enfin développement et innovation. Ils envisagent également qu'une importance accrue sera donnée à la préparation des projets en aval.

L'enveloppe de la FEMIP pour l'investissement d'impact

Afin de permettre à la BEI d'entreprendre des opérations plus diverses dans le secteur privé, en particulier en associant des niveaux de risques plus élevés avec un impact potentiel plus marqué sur le développement, les donateurs du Fonds fiduciaire de la FEMIP ont approuvé, en avril 2014, une nouvelle enveloppe pour l'investissement d'impact. Celle-ci fournit du capital-risque pour qu'il soit investi dans des fonds de fonds régionaux, des institutions de microfinance et d'autres entités à buts économique, social, environnemental et (ou) d'innovation utiles et ne recherchant pas nécessairement à générer le plus grand profit.

Le montant initial de l'enveloppe est de 6 millions d'EUR, à répartir sur trois ou quatre investissements. Un premier investissement (un prêt subordonné de 1 million d'EUR à l'institution de microfinance Taysir en Tunisie) a déjà été approuvé et signé. Le président de la BEI, Werner Hoyer, et Philippe de Fontaine Vive, vice-président, ont représenté la Banque lors de la cérémonie de signature de l'opération à Tunis en décembre 2014.

Contributions des donateurs du Fonds fiduciaire de la FEMIP (reçues au 31 décembre 2014)

Fin-2014	Donateur	Mio EUR
	Autriche	2,0
	Belgique	2,5
	Chypre	1,0
	Commission européenne	1,0
	Finlande	1,0
	France	7,0
	Allemagne	2,0
	Grèce	3,0
	Irlande	1,0
	Italie	2,5
	Luxembourg	4,2
	Malte	1,5
	Pays-Bas	2,0
	Portugal	2,0
	Espagne	10,0
	Suède	1,9
	Royaume-Uni	2,0
	Total	46,6

Partenariats

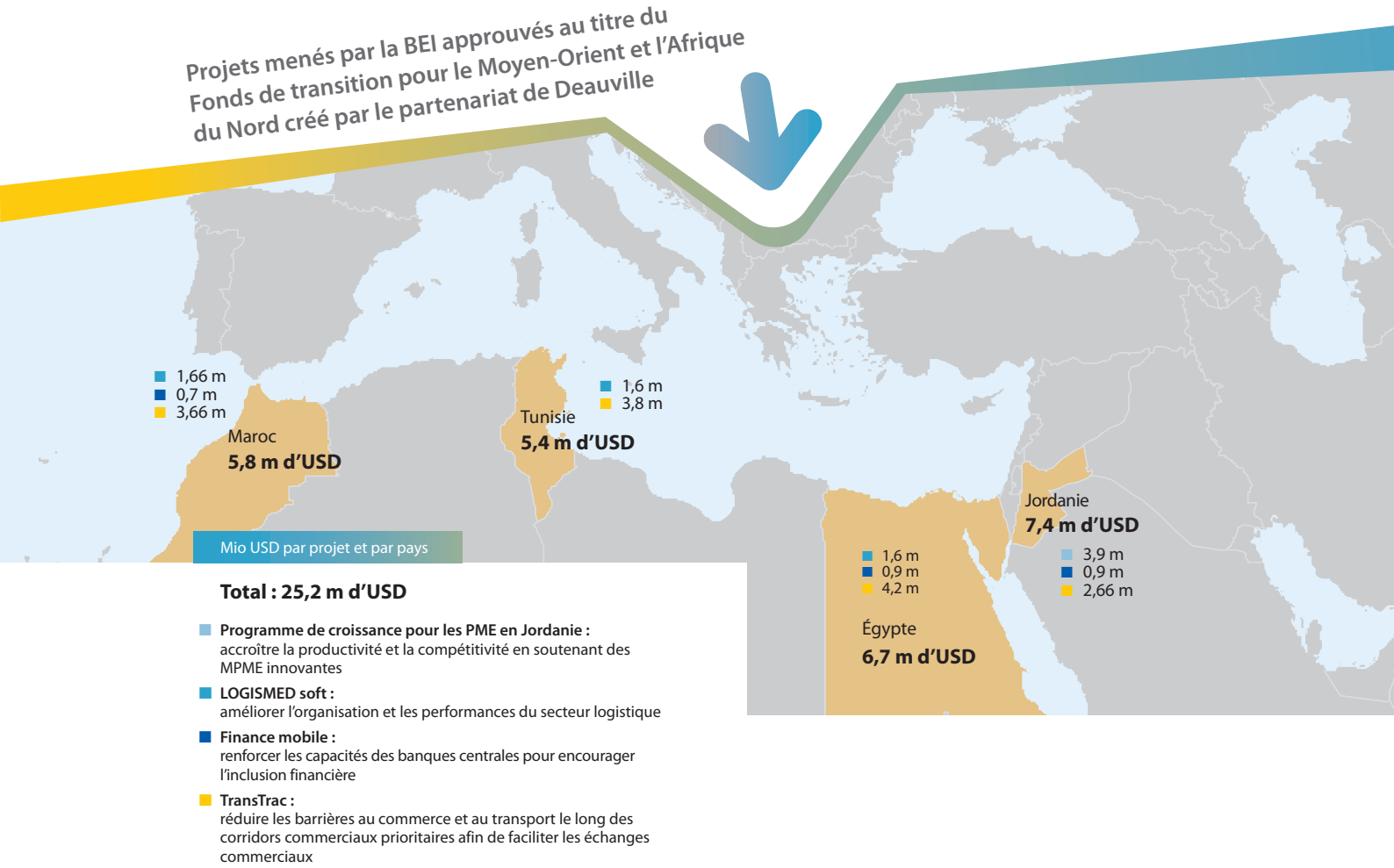
Tout au long de l'année, la Banque a poursuivi ses partenariats actifs avec les institutions de l'Union européenne, les bailleurs de fonds internationaux et les plateformes de coopération. Cette collaboration est au cœur des activités de la FEMIP car elle permet à la Banque d'offrir un soutien plus diversifié et davantage de valeur à ses clients.

La Facilité d'investissement pour le voisinage

Créée par la Commission européenne en 2008, la Facilité d'investissement pour le voisinage (FIV) est l'un des mécanismes de panachage régional de l'UE qui mobilise des ressources supplémentaires en faveur des pays voisins du sud et de l'est de l'UE, en particulier dans les domaines des transports, de l'énergie et de l'environnement, ainsi que dans les secteurs social et privé.

En 2014, la Banque a pris part à huit opérations approuvées dans la région des pays voisins du Sud. Outre deux opérations cofinancées avec l'AFD et la KfW, la BEI a mené, au titre de la FIV, les opérations mentionnées ci-après, qui ont reçu **66,5 millions d'EUR d'aides non remboursables, 25 millions d'EUR de capital-risque et 21 millions d'EUR pour l'assistance technique**. Cela signifie que la BEI reste le premier bailleur de fonds de la FIV puisqu'elle a été bailleur de fonds principal ou co-bailleur de fonds dans le cadre de 66 % des projets approuvés par le Conseil opérationnel de la FIV depuis sa création.

- **Centrale à tour du complexe solaire de Ouarzazate (Noor III)** – Maroc (voir aussi p. 38)
- **Programme égyptien de lutte contre la pollution (Egyptian Pollution Abatement Programme – EPAP III)** – Égypte (voir aussi p. 37)
- **Mécanisme de capital-risque pour les pays voisins du Sud** (voir aussi p. 13)
- **Modernisation des écoles tunisiennes** – Tunisie (voir aussi p. 36)
- **Ligne 3 du métro du Caire (phase 3)** – Égypte
- **Programme de logement durable et de développement local** – Égypte



Outre ses activités en tant que bailleur de fonds de la FIV elle-même, la BEI assure également la gestion financière du **Fonds fiduciaire de la FIV**. Ce fonds a été créé pour compléter la FIV en permettant aux États membres d'apporter des ressources supplémentaires à affecter à l'appui de ses objectifs stratégiques. Les contributions totales à ce fonds, qui peuvent être réservées pour les pays voisins du Sud et de l'Est, atteignent à ce jour 81,3 millions d'EUR.

Le partenariat de Deauville

Le partenariat de Deauville appuie la transition politique et économique en Égypte, en Tunisie, au Maroc, en Libye, en Jordanie et au Yémen. C'est dans le cadre de ce partenariat qu'a été créé le Fonds pour la transition au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MENA), avec pour mission d'apporter aux pays des services de conseil les aidant à entreprendre les réformes stratégiques nécessaires pour construire des économies plus inclusives et transparentes, stimuler les échanges commerciaux et l'intégration dans la région et améliorer l'environnement en faveur de l'essor du secteur privé.

Le Fonds pour la transition au Moyen-Orient et en Afrique du Nord a reçu des engagements à hauteur de quelque 182 millions d'USD et les projets soutenus par la BEI ont obtenu un appui important de la part aussi bien des donateurs que des pays bénéficiaires. En acheminant ces aides non remboursables via le Fonds fiduciaire de la FEMIP, la BEI apporte son soutien à des projets innovants qui ont un effet de mobilisation et témoignent d'un engagement fort des pays bénéficiaires, tout en favorisant la complémentarité avec les propres projets de la Banque.

À la fin de 2014, le Fonds pour la transition au Moyen-Orient et en Afrique du Nord avait accordé plus de 21 millions d'EUR (25,2 millions d'USD) à quatre programmes de conseils techniques conduits par la BEI dans la région de la FEMIP : **LOGISMED soft** (Égypte, Maroc, Tunisie) ; **TRANSTRAC**

(Jordanie, Égypte, Maroc, Tunisie) ; **Programme de croissance pour les PME en Jordanie** ; et **Finance mobile** (Jordanie, Égypte, Maroc).

En 2015, la BEI présidera la plateforme de coopération des institutions financières internationales du partenariat de Deauville, dans le contexte de laquelle elle compte se concentrer sur l'emploi et l'appui aux PME.

L'Union pour la Méditerranée

Le **protocole d'accord** renouvelé, qui a été signé en avril en marge de la 13e réunion ministérielle de la FEMIP, a renforcé, en 2014, la coopération entre la BEI et le Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée (UpM). Il garantit en outre la continuité de ce partenariat déjà établi entre les deux institutions.

L'UpM joue un rôle actif dans la définition des cadres régionaux de coopération et dans la promotion de projets phares facilitant l'intégration régionale. En mai 2014, la réunion ministérielle de l'UpM sur l'environnement et les changements climatiques qui s'est tenue à Athènes a souligné l'importance des mécanismes d'investissement à l'appui de projets et d'initiatives relatifs au climat. Les ministres ont renouvelé leur soutien à l'initiative Horizon 2020, réaffirmé leur engagement en faveur de l'élaboration d'une réserve de projets pertinents et salué **MeHSIP II**, le mécanisme de préparation des projets conduit par la BEI dans les secteurs de l'eau et des déchets.

La coopération entre la BEI et l'UpM a aussi contribué à faire avancer des projets tels que l'**usine de dessalement d'eau de mer pour la bande de Gaza** (en coopération avec la CE, la Banque mondiale et la Banque islamique de développement), ainsi que d'autres projets dans les domaines de l'enseignement (**université de Fez au Maroc**), des plateformes logistiques (**LOGISMED**), du transport routier (**autoroute trans-Maghreb**), de l'environnement (**lac de Bizerte en Tunisie**) et de l'énergie (**parc éolien de Tafila en Jordanie**).

En outre, les partenariats multilatéraux entre la BEI, l'AFD, la KfW et l'UpM dans le cadre de l'**initiative de financement des projets urbains** (**Urban Projects Finance Initiative, UPFI)** financée par la CE ont facilité la préparation d'une quinzaine de projets bancables concernant l'aménagement urbain. Les institutions partenaires poursuivront cette collaboration en 2015 en vue d'allonger la liste de projets et de faire avancer les projets identifiés.

L'Initiative de délégation réciproque

L'initiative de délégation réciproque (IDR) est une initiative stratégique de coopération qui a été conçue par l'AFD, la BEI et la KfW dans le cadre des politiques extérieures de l'UE et dans l'esprit du programme international d'action à l'appui de l'efficacité de l'aide. Elle est devenue pleinement opérationnelle en 2013,

au terme d'une période de test de trois ans (la Méditerranée a été l'une des deux régions pilotes) et a donné lieu à la conclusion d'un accord sur un ensemble complet de lignes directrices opérationnelles. La majorité des opérations de financement au titre de l'IDR bénéficient d'aides non remboursables dans le contexte des mécanismes européens régionaux de panachage de prêts et d'aides non remboursables tels que la FIV.

Cette initiative a pour vocation de simplifier l'instruction et le suivi des projets, d'éviter toute répétition inutile des démarches et de réduire les coûts de transaction au bénéfice des promoteurs de projets. Elle encourage l'efficacité du cofinancement de projets par la reconnaissance mutuelle des procédures. Dans le cadre d'opérations cofinancées, de nombreuses tâches relatives au projet sont déléguées à l'un des partenaires de l'IDR assumant le rôle de principal bailleur de fonds, qui applique globalement ses propres normes et procédures. La clé d'une telle initiative est la réciprocité et chaque partenaire assume la responsabilité principale d'un certain nombre de projets. La BEI est impliquée, en tant que bailleur de fonds principal ou cobailleur de fonds, dans dix projets d'infrastructures publiques relevant de l'IDR en Égypte, au Maroc, en Tunisie et en Jordanie.

Le Centre de Marseille pour l'intégration en Méditerranée

Lancé en 2009, le Centre de Marseille pour l'intégration en Méditerranée (CMI) a été conçu comme un forum de dialogue à haut niveau entre ses membres et ses 19 partenaires. Avec pour vocation de faire aboutir la recherche à des recommandations de bonne politique publique, il articule ses activités autour de trois priorités opérationnelles : le développement d'économies intégrées, la promotion d'une croissance durable et le soutien à la gouvernance participative. La BEI dirige trois programmes du CMI : **le développement durable des villes du bassin méditerranéen, la promotion de l'innovation** et **le financement d'infrastructures via des PPP**.

Créé par un protocole d'accord signé par six États (Égypte, France, Jordanie, Liban, Maroc et Tunisie) avec la BEI et la Banque mondiale, le CMI réunit plusieurs autres organismes de développement, dont l'AFD, la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), l'Office de coopération économique pour la Méditerranée et l'Orient (OCEMO), l'UpM, l'ISESCO (Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture), ainsi que la ville de Marseille.

Les activités publiques en 2014

Des réunions, des conférences et des séminaires réguliers font partie intégrante de la structure de gouvernance à plusieurs niveaux de la FEMIP, qui garantit un dialogue permanent entre la BEI et les principales parties prenantes dans la région, y compris des ministres, de hauts responsables, des experts sectoriels et des représentants des institutions financières et des organisations internationales.

Réunions officielles

13e réunion ministérielle ECOFIN-FEMIP
(Athènes, avril 2014)

C'est lors de cette réunion ministérielle que la BEI a soumis à l'examen sa **feuille de route pour la Méditerranée à l'horizon 2020** ainsi qu'un document résumant les **leviers d'une croissance durable** de la région. Les ministres ont approuvé à l'unanimité les deux documents de travail et ont exprimé un soutien particulier aux opérations relevant du secteur privé, y compris les opérations sur capitaux à risque, ainsi qu'aux actions destinées à accroître l'IDE à destination de la région. Ils ont également demandé que la Banque s'efforce d'identifier davantage de nouveaux projets dans le domaine de l'intégration régionale et développe ses services de conseil, en particulier pour le financement des PME et des PPP. Comme indiqué dans le présent rapport annuel, la Banque a déjà commencé à mettre en œuvre ces recommandations.

16e, 17e et 18e réunions du Comité de la FEMIP
(Luxembourg, février et octobre 2014 ; Athènes, avril 2014)

Outre la préparation de la réunion ministérielle de la FEMIP, le Comité de la FEMIP a procédé, l'année dernière, à des échanges de vues sur l'**innovation** et la **facilitation du commerce** afin de contribuer à l'élaboration des nouvelles initiatives de la BEI en la matière. Les membres du comité ont également débattu du rôle croissant des **services de conseil** offerts par la Banque pour garantir l'efficacité des phases d'identification, de préparation et de réalisation des projets dans tous les secteurs. Ces réunions ont rassemblé des représentants des États membres de l'UE et des pays méditerranéens, de la CE, du SEAE et de la BEI.

Conférence publique

Des outils au service de la croissance : stimuler l'investissement dans le bassin méditerranéen
(Naples, octobre 2014)

Organisée en collaboration avec la présidence italienne du Conseil de l'Union européenne, la 14e conférence de la FEMIP a marqué le lancement du mandat de prêt extérieur 2014-2020. En donnant une vue d'ensemble des **outils financiers mis à la disposition des pays méditerranéens**, les différentes séances-débats portant sur les principales activités de la Banque pour le financement du développement (l'octroi de prêts, le panachage de ressources et les services de conseil) ont permis aux participants d'interagir et de présenter des chiffres-clés, l'objectif étant de parvenir à une meilleure compréhension des possibilités et des besoins d'investissement dans la région. Chacune de ces séances portait sur un secteur en particulier, notamment les PME, l'énergie et les transports.

Colloques d'experts

La Banque a organisé de nombreux colloques et séminaires au cours de l'année, dans l'UE comme dans les pays partenaires. Deux de ces événements qui ont eu lieu dans le bassin méditerranéen se sont appuyés sur des études financées par le Fonds fiduciaire de la FEMIP.

Les possibilités pour la mésofinance en Tunisie
(Tunis, mars 2014)

La mésofinance couvre le segment des entreprises se situant entre les jeunes pousses et les grandes PME. Elle représente ces entreprises de taille intermédiaire qui ont le plus de difficultés à trouver des financements.

L'étude intitulée « **Le potentiel de la mésofinance dans la création d'emplois dans les pays partenaires méditerranéens** » a été conduite par la Frankfurt School of Finance and Management. Elle se fonde sur une analyse de publications sur le sujet, sur des enquêtes approfondies et la consultation de petits entrepreneurs, d'institutions financières, de hauts fonctionnaires, de bailleurs de fonds internationaux ainsi que d'employés d'institutions de surveillance en Égypte, en Jordanie et en Tunisie. Elle peut être téléchargée sur le site de la BEI.

S'inspirant des conclusions de l'étude, le colloque organisé à Tunis et animé par Philippe de Fontaine Vive, vice-président de la BEI, a rassemblé des acteurs financiers afin de discuter des **nouvelles modalités d'investissement** qui pourraient entrer en vigueur dans le pays afin de mieux répondre aux besoins financiers de ces entreprises économiquement productives. Les conclusions du colloque pourraient servir de point de départ pour des actions pilotes destinées à mettre à l'épreuve des approches innovantes pour améliorer l'accès des PME aux financements dans le bassin méditerranéen.

Maximiser l'incidence des investissements d'infrastructure de la BEI sur l'emploi
(Rabat, novembre 2014)

La création d'emplois est un facteur clé de la réussite économique et la Banque l'utilise depuis longtemps comme critère d'évaluation de ses projets d'investissement. En tant que l'une des principales IFI dans le bassin méditerranéen, la BEI estimait essentiel, au lendemain du printemps arabe, de se pencher plus en détail sur les incidences de ses projets d'investissement sur l'emploi, d'un point de vue à la fois quantitatif et qualitatif.

Elle s'est par conséquent associée avec l'**Organisation internationale du travail** (OIT) afin d'explorer les façons de « **Maximiser l'incidence des investissements d'infrastructure de la BEI sur l'emploi** » dans le cadre plus large du programme d'investissements publics à forte intensité de main-d'œuvre de l'OIT. Un rapport s'appuyant sur l'analyse d'investissements d'infrastructure de la BEI dûment sélectionnés, en particulier en Égypte, en Jordanie, au Maroc et en Tunisie, sera publié au cours de 2015.

Des représentants de tous les pays concernés par l'étude ont assisté à ce séminaire organisé à Rabat pour discuter des implications de l'étude et de ses prochaines étapes. Les participants sont convenus de l'importance d'assurer un suivi amélioré et de rendre compte des chiffres de l'emploi au niveau de chaque projet afin de constituer une base plus solide pour évaluer et concevoir d'autres projets. La Banque et son partenaire, l'OIT, devraient continuer à se pencher sur ces questions dans les mois à venir.

Les nouveaux investissements en 2014

En 2014, la BEI a achevé avec succès la mise en œuvre du mandat de prêt extérieur 2007-2013 et a démarré de belle façon la réalisation du mandat 2014-2020 avec un total de 20 nouvelles opérations signées durant l'année pour une valeur de plus de 1,6 milliard d'EUR. Chacune de ces opérations répond au moins à l'un des trois objectifs clés : encourager la croissance du secteur privé, développer les infrastructures socio-économiques et prendre des mesures dans les domaines de l'environnement et des changements climatiques.

Responsabiliser
les entrepreneurs locaux pour qu'ils développent leurs entreprises

La BEI estime que la croissance induite par le secteur privé est le meilleur moyen d'amorcer un développement durable dans le bassin méditerranéen. Dans le cadre de cet objectif du mandat, la BEI s'emploie à responsabiliser ses bénéficiaires finals et à leur donner une chance de créer et de gagner en confiance. En donnant à ces entrepreneurs un accès au financement, la BEI leur offre la possibilité de conduire le développement dans toute la région.

Microfund for Women

JORDANIE

2 m d'EUR
apportés par la BEI

Microfinance

Afin d'exploiter la capacité productive des microentrepreneurs en Jordanie en leur fournissant des services financiers durables, la BEI a pris l'initiative de travailler avec la Jordanian Women's Development Society (JWDS), une organisation de la société civile jordanienne, pour mettre en place le Microfund for Women.

Cette opération améliorera la capacité du secteur financier local à rétrocéder des fonds en faveur de microprojets et soutiendra ainsi le secteur privé, en particulier les microentreprises en phase de croissance. Cet investissement contribuera à réduire la pauvreté et à améliorer l'inclusion sociale par la promotion de conditions de travail décentes et d'un accès aux services essentiels pour ces entreprises.

Private Sector Facilities IV

En offrant ce mécanisme à deux banques privées libanaises – Byblos Bank et Fransbank – pour le financement de projets de petite et moyenne dimension, la BEI garantit la **mise en œuvre d'investissements à moyen et long terme dans le pays**. Les bénéficiaires finals du financement des PME seront des entreprises situées au Liban, comptant un maximum de 500 employés et entreprenant des projets dans les secteurs de la production et des services.

Grâce à sa longue durée, cette opération contribuera à améliorer l'équilibre entre actifs à long terme et exigibilités à court terme dans le bilan des banques intermédiaires. Ce projet vient compléter d'autres instruments mis à disposition par l'Union européenne en vue de soutenir la réalisation de projets d'investissement entrepris par des PME locales.

LIBAN

90 m d'EUR
apportés par la BEI

Financement des PME

LIBAN

11 m d'EUR
apportés par la BEI

Secteur financier

Prise de participation dans First National Bank

Au Liban, le manque d'accès au financement reste un obstacle majeur au développement et à la croissance des PME. En fournissant une quantité adaptée de prêts bancaires pour accompagner l'expansion des PME, la BEI contribuera à créer des possibilités d'emploi dans un pays où le chômage dépasse 10 % (et atteint plus de 30 % chez les jeunes).

Première institution financière internationale à prendre une participation au capital de First National Bank, la BEI jouera, **en attirant d'autres investisseurs, un rôle particulièrement important de catalyseur** compte tenu de l'instabilité régionale qui limite la capacité de FNB à lever des capitaux. L'opération proposée contribuera non seulement à restaurer la confiance des investisseurs au Liban, mais elle soutiendra également le développement du secteur bancaire libanais, un vecteur clé de croissance économique et de stabilité pour le pays.

MAROC
ET RÉGION

6 m d'EUR
apportés par la BEI

Secteur financier

Fonds CapMezzanine II

Le Fonds CapMezzanine II investira **en fonds propres ou en quasi-fonds propres pour soutenir des entrepreneurs dans la mise en œuvre et la transmission de leurs projets**. Les sociétés bénéficiaires seront des PME actives dans un certain nombre de secteurs, principalement au Maroc. En qualité d'investisseur de base de ce fonds, la BEI contribue à mobiliser d'autres participations et à encourager les meilleures pratiques dans le secteur.

L'un des objectifs clés du fonds, qui est de créer des champions régionaux présentant des possibilités de croissance majeures dans des branches d'activité dûment sélectionnées, aura des incidences directes sur la promotion d'une plus grande intégration économique dans les pays partenaires méditerranéens et la coopération transfrontalière Sud-Sud.

Attadamoune Microfinance (AMSFF II)

MAROC

2 m d'EUR
apportés par la BEI

Microfinance

En s'appuyant sur la formation professionnelle et l'alphabétisation, Attadamoune a déployé une stratégie fondée sur la création d'activités génératrices de revenus pour les femmes vivant dans des zones rurales ou hors des villes afin de garantir leur indépendance et leur autodétermination. Ces femmes deviennent ainsi des entrepreneurs qui contribuent à la croissance de la région en développant une petite entreprise ou un négoce agricole.

Convaincue qu'un travail décent est la clé d'un avenir prometteur, la Banque a accordé un prêt à long terme à cette **institution marocaine de microfinance à but non lucratif**. La BEI facilite le développement des activités de ces entrepreneurs dans la transparence car elle donne aux bénéficiaires finales un accès à un système financier structuré. Ainsi, par la promotion d'un travail décent et un accès aux services essentiels, y compris à des financements pour les microentreprises, la BEI contribue à favoriser la réduction de la pauvreté.

TUNISIE

100 m d'EUR
apportés par la BEI

Financement des PME

Prêt global Tunisie VI

Ce prêt global a pour objectif de favoriser une économie de marché plus diversifiée et, en particulier, de soutenir l'émergence et le développement des PME tunisiennes afin de contribuer au redressement de l'économie tunisienne et à la lutte contre le chômage. Les bénéficiaires finals de cette nouvelle ligne de crédit sont des entreprises du secteur privé, des individus et des associations tunisiennes qui réalisent des projets productifs et opèrent sur des marchés totalement ouverts à la concurrence.

Ce projet prioritaire pour les nouvelles autorités tunisiennes figure parmi les initiatives mises en avant par le groupe de travail dédié à la coopération UE-Tunisie et le partenariat de Deauville.

TUNISIE

20 m d'EUR
apportés par la BEI

Financement des PME

Partenariat Réseau Entreprendre BEI-BTK

Le contrat de financement signé entre la BEI et la Banque tuniso-koweïtienne (BTK) intervient dans le cadre d'un accord de partenariat tripartite avec le Réseau Entreprendre. C'est la première fois que la **BEI met au point un produit financier grâce à une coopération aussi étroite avec la société civile.**

Aux termes de l'accord, la BEI a accordé une ligne de crédit de 20 millions d'EUR à BTK, qui affectera à son tour 20 millions d'EUR supplémentaires à l'activité de prêt en faveur des PME. De ce montant, 10 % seront réservés aux entreprises à forte croissance, qui bénéficieront d'un taux d'intérêt préférentiel. Réseau Entreprendre, qui encourage la création de microentreprises en accordant des prêts à taux zéro accompagnés de séance d'encadrement pour entrepreneurs au cours des premières années d'existence de l'entreprise, sélectionnera des sociétés à forte croissance qui respectent les critères d'admissibilité arrêtés et les présentera à BTK en vue d'un financement. Parallèlement, l'association continuera de soutenir les entreprises à forte croissance sélectionnées.

Ce projet, qui offre une façon innovante de répondre aux besoins de financement des petits promoteurs de projets, revêt une dimension symbolique particulièrement importante pour la Banque et peut être répliqué dans d'autres pays de la région.

Aziz QADIRI,
Président de Réseau
Entreprendre Maroc

« Qui aurait imaginé que la BEI – l'une des plus grandes banques multilatérales – souhaiterait travailler avec Réseau Entreprendre d'une façon aussi transparente et amicale ? C'est toute la beauté des relations Nord-Sud et du désir de contribuer au développement économique sur notre rive de la Méditerranée. »

Abraaj North Africa Fund II

En fournissant des **ressources en capital-investissement et des conseils en matière de stratégie et de gestion** pour soutenir la croissance et la compétitivité d'entreprises privées en Afrique du Nord, cet investissement contribuera à faire du capital-investissement une catégorie viable d'actifs dans la région.

10 000 emplois créés

Ce projet, qui met l'accent sur des entreprises opérant dans des secteurs à fort impact tels que la santé, l'enseignement et le recyclage, notamment, devrait s'accompagner d'importantes retombées positives sur le développement. En soutenant cette opération, la BEI contribue grandement à créer jusqu'à 10 000 emplois durables et de qualité dans la région.

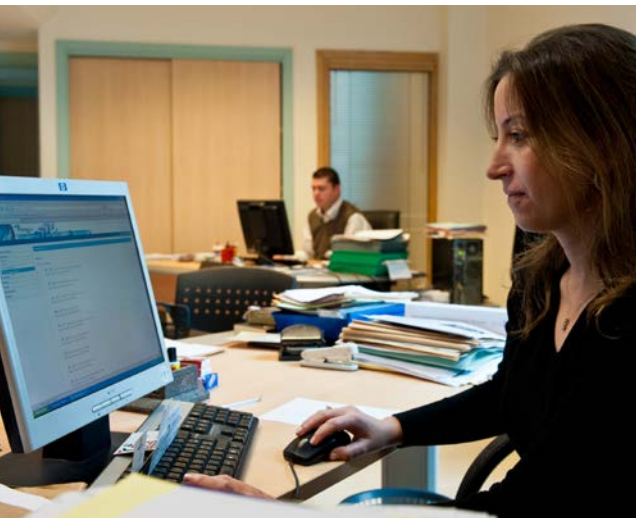
PORTÉE RÉGIONALE
20 m d'EUR
apportés par la BEI
Secteur financier

Taysir Microfinance

TUNISIE
1 m d'EUR
apportés par la BEI
Microfinance

Ce projet sera le premier financé au titre de l'enveloppe du Fonds fiduciaire de la FEMIP pour l'investissement d'impact. C'est aussi la première fois que la Banque apporte un soutien direct à la création d'une nouvelle institution de microfinance dans le bassin méditerranéen.

Dans la perspective de financer des microprojets situés dans des régions désavantagées de la Tunisie, la BEI a accordé une ligne de crédit à Taysir Microfinance afin de faciliter l'accès des petits exploitants agricoles, des travailleurs indépendants et des jeunes chômeurs au financement. Ce soutien aux microentrepreneurs a pour objectif ultime de réduire la pauvreté et d'améliorer l'inclusion sociale et financière afin d'améliorer les conditions de vie des populations les plus pauvres.



PORTÉE RÉGIONALE
10 m d'EUR
apportés par la BEI
Secteur financier

Fonds EuroMENA III

Dans le cadre du Fonds EuroMENA III, la BEI encourage la **création d'entreprises privées dans le bassin méditerranéen** : les entreprises ciblées devront présenter certaines caractéristiques (au nombre desquelles des équipes de direction compétentes, un solide potentiel de croissance et des stratégies de sortie d'investissement bien définies) afin de garantir le fort impact de chaque investissement.

L'opération prend la forme d'une prise de participation dans ce fonds de capital-investissement généraliste ciblant des investissements en capital d'expansion dans des entreprises privées situées dans les pays partenaires méditerranéens. Par l'intermédiaire de ce fonds, la BEI prendra des participations minoritaires et majoritaires dans des PME de taille intermédiaire bien implantées, intervenant dans des secteurs d'activité à forte croissance et aptes à devenir des acteurs régionaux de premier plan.

Favoriser la croissance **via les infrastructures socio-économiques**

Les entreprises, si elles veulent se développer, ont besoin de nombreux liens avec d'autres régions et pays afin d'assurer un échange de ressources et de bonnes relations entre les gens. La BEI soutient la démarche des pays partenaires méditerranéens visant à développer ces connexions grâce à des investissements d'infrastructure qui jouent le rôle de moteur du développement durable dans la région.

Programme marocain de modernisation routière

Cet important projet de grande ampleur est conçu pour remettre à niveau et améliorer la capacité routière et désenclaver ainsi les zones rurales isolées tout en améliorant les conditions de vie. Par le développement des infrastructures routières, la BEI soutient la croissance et l'emploi au cœur du pays et favorise ainsi le tourisme et les investissements commerciaux à venir. L'accent sera mis en particulier sur les mesures visant à améliorer la sécurité des conducteurs, des passagers et des habitants des zones concernées pour aligner les normes sur les niveaux internationaux et réduire le nombre d'accidents. Ainsi, on contribuera à améliorer la qualité de vie.

MAROC

150 m d'EUR
apportés par la BEI

Transports

Plus de 1 300 km de routes

Centrale électrique d'El Shabab

Parce qu'elle attache une importance particulière à l'accroissement de la production d'énergie électrique dans les pays méditerranéens, tout en minimisant les incidences sur l'environnement, la BEI a accordé un prêt pour financer la conversion d'une centrale à cycle ouvert en une centrale à cycle combiné alimentée au gaz. La capacité de production passera ainsi de 1000 MWe à 1 500 MWe.

Hausse de 50 % de la production

Par ce projet cofinancé avec la BERD et le Fonds saoudien pour le développement, la BEI espère contribuer à accroître la **productivité et la compétitivité de l'économie égyptienne** et à améliorer la vie quotidienne du peuple égyptien qui bénéficiera d'un approvisionnement plus sûr.

ÉGYPTE

205 m d'EUR
apportés par la BEI

Énergie

Projet d'aménagement urbain de Zenata

Cette opération contribue à la première phase d'un ambitieux projet d'aménagement urbain qui met l'accent sur la création d'écocités fondées sur un concept de développement durable et qui intègre des facteurs environnementaux positifs tels que de vastes zones vertes, des bassins de rétention d'eau pour la gestion de l'eau, des droits de passage dédiés pour les transports publics, des pistes cyclables, un éclairage à faible consommation d'énergie et un cadre diversifié aménagé dans le respect des plans de développement.

1 660 ha d'aménagement urbain

Le projet – la construction sur 1 660 ha de la ville nouvelle de Zenata près de Casablanca – apportera une solution à la pression démographique et urbaine dont souffre le Maroc. En soutenant la création de collectivités durables dans les pays partenaires méditerranéens, il contribue à la réalisation des objectifs prioritaires de l'UE.

MAROC
150 m d'EUR
apportés par la BEI
Aménagement urbain

Modernisation des écoles tunisiennes

La BEI fait de l'amélioration de la qualité du système scolaire et de l'augmentation du nombre d'enfants scolarisés deux grandes priorités dans le bassin méditerranéen. Puisqu'il contribue à la mise à niveau et au développement des établissements scolaires tunisiens, ce projet améliorera l'environnement éducatif pour les élèves et les conditions de travail pour les enseignants, ce qui stimulera le capital humain et, à terme, améliorera les perspectives d'emploi et la croissance économique en Tunisie.

TUNISIE
70 m d'EUR
apportés par la BEI
Éducation

59 nouvelles écoles et 310 écoles rénovées

Les internats en particulier jouent un rôle très important dans l'éducation des filles vivant dans des communautés rurales où les écoles sont trop éloignées pour garantir un transport sûr et abordable. Le programme d'investissement concernera 54 internats, ce qui lui garantit un fort impact économique et social.

Entreprise tunisienne d'activités pétrolières (ETAP) South Tunisian Gas

La BEI, convaincue de l'importance du secteur énergétique dans le développement économique durable de la Tunisie, a signé un accord avec les opérateurs de la concession gazière de Nawara en Tunisie afin d'augmenter la production de gaz et d'étendre les infrastructures connexes. Ce projet permettra de réduire les émissions en diminuant le torchage de gaz et en encourageant la substitution du gaz à des combustibles émettant plus de CO_2.

370 km de gazoducs

Ce projet est tourné vers l'avenir. En effet, cette nouvelle infrastructure permettra une meilleure exploitation des réserves existantes et un approvisionnement du marché local en gaz naturel. Il encouragera en outre d'autres initiatives dans le domaine de l'exploration des hydrocarbures, qui constituent un actif économique vital pour la Tunisie.

TUNISIE
380 m d'EUR
apportés par la BEI
Énergie

Prendre des mesures relatives à l'environnement et aux changements climatiques

Le développement économique n'est durable que s'il respecte l'environnement à court et long terme. En procédant à une instruction détaillée des aspects techniques et économiques des projets, la BEI veut s'assurer que ce critère est respecté dans chacun de ses investissements.

Usine de traitement des eaux usées de Kafr El-Sheikh

ÉGYPTE

77 m d'EUR
apportés par la BEI

Eau

Après avoir bénéficié d'une aide en amont de la part de la FIV via le mécanisme MeHSIP pour la préparation des projets, ce programme d'expansion de l'usine de traitement des eaux usées pour le gouvernorat égyptien de Kafr El-Sheikh a reçu un financement de la BEI. Ce projet permettra d'améliorer l'état de santé des habitants, la qualité de l'eau d'irrigation et la qualité environnementale du Nil, du lac Burullus et de la mer Méditerranée. Une pêche plus abondante et de meilleure qualité sur le lac Burullus, une production agricole plus sûre et de meilleures conditions pour le tourisme sur la côte méditerranéenne sont autant d'avantages indirects attendus.

combiné à 10,4 millions d'EUR de la FIV

Le programme, qui fournira 52 stations de pompage, 694 km d'égouts, deux nouvelles usines de traitement des eaux usées et trois extensions d'usines existantes, permettra d'améliorer la qualité de l'assainissement pour 470 000 habitants dans un gouvernorat où 24 % des ménages sont concernés par des problèmes sanitaires liés à l'eau.

Egyptian pollution abatement (EPAP) III

La BEI, l'AFD et la KfW ont associé leur grande expertise en matière de lutte contre la pollution pour mettre en place ce programme de financement d'entreprises industrielles, en particulier des PME, qui réalisent des investissements destinés à la mise en conformité avec la réglementation environnementale dans les domaines de l'air, de l'eau, de l'environnement de travail, etc. Ce projet aidera l'Égypte à atteindre ses objectifs d'intervention sectorielle pour ce qui est de l'utilisation durable des ressources naturelles. C'est la raison pour laquelle il est considéré comme prioritaire par le ministère d'État pour les affaires environnementales de l'Égypte.

En outre, grâce à son important volet de conseils techniques, cette opération permettra de renforcer nettement les compétences des banques commerciales concernées ainsi que celles du promoteur (l'agence égyptienne chargée des questions environnementales) en lui donnant davantage les moyens de faire respecter les règles en la matière.

79 millions d'EUR supplémentaires fournis par des IFI partenaires

ÉGYPTE

70 m d'EUR
apportés par la BEI

Financement des PME

Centrale solaire Megalim

ISRAËL

150 m d'EUR
apportés par la BEI

Énergie

Ce projet représente la première application commerciale, en Israël, de la technologie innovante de tours solaires à concentration qui combine la production directe de vapeur et un cycle de vapeur surchauffée.

55 000 héliostats et 1 035 emplois

Les avantages économiques du projet découlent du soutien qu'il apporte à la conception de technologies nouvelles applicables aux énergies renouvelables, susceptibles d'apporter des solutions compétitives dans un délai raisonnable. Par conséquent, en améliorant l'efficacité du cycle de transfert de la chaleur solaire, ce projet de tour solaire de grande ampleur devrait considérablement contribuer au déploiement et à l'industrialisation des technologies solaires et à la réduction des coûts de leurs futures applications.

MAROC

100 m d'EUR
apportés par la BEI

Énergie

Ouarzazate II (parabolique)

En 2009, le Maroc s'est fixé l'objectif ambitieux de développer une puissance installée en énergies renouvelables de 4 GW d'ici à 2020. Avec 500 MW installés, le pays a déjà bien progressé. La deuxième phase du projet Ouarzazate porte sur la construction d'une centrale solaire à concentration (CSP) d'une capacité brute installée de 200 MW.

Le concours de la BEI dans le cadre de ce projet aidera le secteur marocain de l'électricité à faire face à l'augmentation de la demande au moyen de l'énergie solaire. D'un point de vue plus général, le projet contribuera à la conception d'une technologie de production énergétique sobre en carbone et disponible dans le monde entier, avec à la clé une réduction des coûts de cette technologie pour tous les usagers.

MAROC

50 m d'EUR
apportés par la BEI

Énergie

Ouarzazate III (tour)

Pour soutenir la poursuite du déploiement de la stratégie du Maroc en matière d'énergies renouvelables, la BEI fournit également des financements et des conseils pour la construction et l'exploitation de cette centrale solaire à concentration de 150 MW, qui correspond à la troisième phase du complexe solaire de Ouarzazate. Il s'agit d'une opération basée sur un modèle de partenariat public-privé (PPP).

En créant une nouvelle industrie écologique et en augmentant la part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique du pays, le projet contribuera à la réalisation des objectifs du Maroc relatifs à un approvisionnement énergétique plus sûr, à la diversification énergétique, à la réduction des émissions de CO_2, à la baisse du chômage et à la protection de l'environnement local.

Organisation et personnel

L'équipe du bureau de Rabat

L'équipe du bureau de Tunis

Organigramme

Département Pays voisins

Directeur
Heinz OLBERS

Chef de la division
Entreprises
Nathalie CLIMENCE

Chef de la division
Banques
Marion HOENICKE

Chef de la division
Secteur public (Voisins du Sud)
Bruno DENIS

Chef de la division
Secteur public (Voisins de l'Est et Asie centrale)
Philippe SZYMCZAK

Bureaux locaux

Chef de bureau
Bureau du Caire
Tom ANDERSEN

Chef de bureau
Bureau de Tunis
Ulrich BRUNNHUBER

Chef de bureau
Bureau de Rabat
Pierre-Etienne BOUCHAUD

Chef de bureau
Bureau d'Amman
poste à pourvoir

Divisions associées

Chef de la division
Coordination
Ioannis KALTSAS

Chef de la division
Fonds propres et microfinance
Angus MACRAE

Chef de la division
Financements sur projet
Monique KONING

Chef de l'unité
Assistance technique
Stefan KERPEN

Chef de la division
Panachage et mise en œuvre
Anders RISBERG

L'équipe FEMIP

En 2014, la BEI a réorganisé ses directions opérationnelles afin de regrouper ses activités de prêt à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE au sein d'une seule et même **direction des opérations**. Cette mesure facilitera le partage d'expériences dans l'ensemble des opérations de financement et conduira, à terme, à un élargissement de l'offre de produits pour tous les clients de la Banque, y compris ceux du bassin méditerranéen.

L'équipe du bureau du Caire

Cette restructuration implique également la création d'un nouveau **département des pays voisins** qui réunit les experts du financement des régions des pays voisins du Sud et de l'Est. Ce vaste département permettra davantage de spécialisation des équipes chargées de l'activité de prêt autour de quatre divisions thématiques : banques, grandes entreprises, et deux équipes pour le secteur public, l'une pour les pays de la FEMIP et l'autre pour les voisins de l'Est.

Les agents affectés à la FEMIP travaillent toujours en étroite collaboration avec leurs collègues des

divisions Fonds fiduciaires et panachage de ressources, Instruments de fonds propres et microfinance et **Coordination**, tandis que l'unité Élaboration des politiques et développement de l'activité est chargée d'accompagner les nouvelles initiatives. Un **département Services de conseil** renforcé, et en particulier via l'**unité d'assistance technique**, soutient les divers services de conseil de la FEMIP. Les équipes de la FEMIP collaborent aussi étroitement avec les autres équipes opérationnelles et de soutien partout dans la Banque.

Outre le personnel situé à Luxembourg, la BEI dispose de **quatre bureaux externes** dans la région : au **Caire**, à **Rabat**, à **Tunis** ainsi qu'à **Amman**. Ces bureaux facilitent l'identification et le suivi de nouveaux projets et la mise en œuvre et le suivi des services de conseil ; ils assurent également la coordination avec les pouvoirs publics, les entrepreneurs, les banques commerciales et les associations professionnelles sur place.

La BEI détache un expert auprès du Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée à Barcelone, ce qui constitue l'un des éléments forts de la relation de la Banque avec l'UpM.

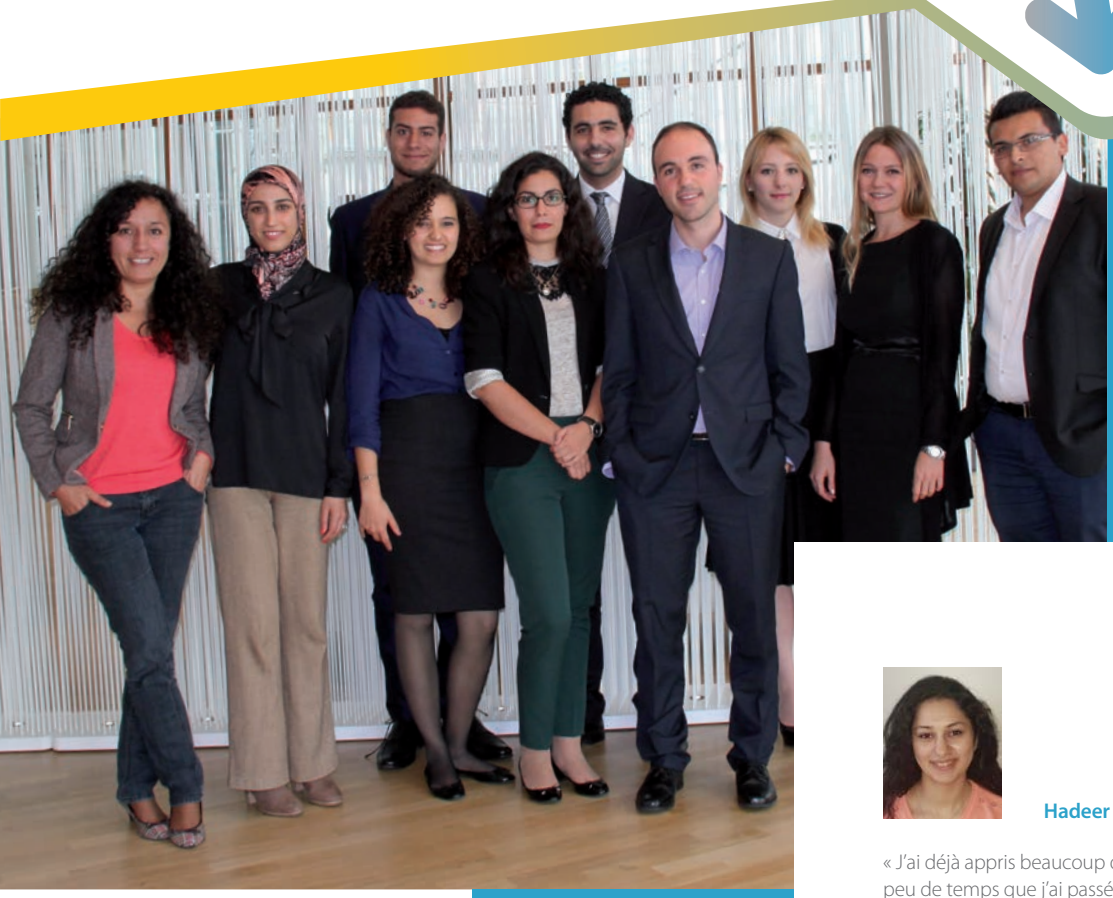
Les programmes de détachement

Dans le cadre des efforts de la BEI visant à **renforcer les capacités humaines et ses partenariats** dans le bassin méditerranéen, et afin de diversifier au maximum l'expertise disponible pour ses propres opérations, la BEI accueille des fonctionnaires détachés originaires aussi bien du bassin méditerranéen que de l'UE grâce à deux programmes financés par le Fonds fiduciaire de la FEMIP.

Le programme de détachement de la FEMIP donne à des fonctionnaires expérimentés des PPM une possibilité de travailler dans les services de la BEI au Luxembourg pendant deux ans au maximum. La Banque ne fixe aucun quota géographique ou de parité. Elle vise toutefois à atteindre un équilibre dans la représentation du personnel en détachement au terme de la phase pilote, en 2016.

Pour coordonner plus étroitement ses activités avec celles des institutions européennes de financement du développement, la BEI a mis en place une nouvelle initiative financée au titre du Fonds fiduciaire de la FEMIP, qui vise à encourager les échanges de personnel avec ses partenaires européens. Les personnes détachées à la FEMIP (pour une durée de trois ans au maximum) travaillent à développer les activités communes, en amont ou dans le cadre de projets.

Les stagiaires de la FEMIP en 2014



Nesrine ABIDI – Tunisie (n'apparaît pas sur la photo)
Youssef BOULAICH – Maroc
Soukaina EL BOUJ – Maroc
Nilufer DIKER – Turquie
Nazli GÜNAY – Turquie
Nejmeddine HALFAOUI – Tunisie
Rahma HALILA – Tunisie
Walid KFOURY – Égypte
Imane RADIF – Maroc
Hadeer SEOUDY – Égypte

Zohra MOULAI
Coordinatrice des stages de la FEMIP

Hadeer SEOUDY

« J'ai déjà appris beaucoup de choses pendant le peu de temps que j'ai passé à la Banque européenne d'investissement et je compte acquérir de nouvelles compétences d'ici à la fin de mon stage. Je me réjouis de bénéficier d'une telle opportunité dans une organisation extraordinaire comme la BEI. »

Nejmeddine HALFAOUI

« Le stage que j'ai effectué à la BEI a été une expérience exceptionnelle car il m'a permis de travailler dans un environnement multiculturel. J'ai pu améliorer mes connaissances théoriques et pratiques et ma capacité à réfléchir de façon créative. Ce stage m'a beaucoup encouragé pour ce qui est de ma future carrière et de mon développement personnel. »

Soukaina EL BOUJ

« Chacun de nous aspire à trouver un sens à son travail et à donner son temps et son énergie à une activité qui apporte un objectif à sa vie. Appartenir à une communauté de gens qui comprennent le pouvoir de transformation de l'esprit d'entreprise a été une grande chance pour moi en tant que jeune femme entrepreneur dans mon pays. »

Annexes

43 1. Liste des opérations de la FEMIP signées entre le 1er octobre 2002 et le 31 décembre 2014

49 2. Liste des opérations approuvées au titre du Fonds d'assistance de la FEMIP au 31 décembre 2014

54 3. Liste des opérations approuvées au titre du Fonds fiduciaire de la FEMIP au 31 décembre 2014

56 4. Glossaire des termes, acronymes et abréviations

1. Liste des opérations de la FEMIP signées entre le 1er octobre 2002 et le 31 décembre 2014

En raison de la révision de la méthodologie utilisée dans le présent rapport et de l'alignement avec d'autres publications de la BEI, les chiffres peuvent différer de ceux des années précédentes. Les opérations multisectorielles sont listées sous leur secteur principal.

Opérations signées en 2002						
Pays	Nom du projet	Mon-tant signé (Mio EUR)	Secteur public ou privé	Nature de l'opération	Secteur principal	Bonifi-cation d'intérêt
Algérie	ALGERIAN CEMENT COMPANY	66,0	Secteur privé	Prêt ; capitaux à risques	Industrie	
Maroc	ONE INTERCONNEXIONS II	120,0	Secteur public	Prêt	Énergie	
Maroc	ONEP IV PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	20,0	Secteur public	Prêt	Eau, assainissement, déchets solides.	x
Tunisie	AUTOROUTE DU SUD	120,0	Secteur public	Prêt	Transports	
Total		326				

Opérations signées en 2003						
Pays	Nom du projet	Mon-tant signé (Mio EUR)	Secteur public ou privé	Nature de l'opération	Secteur principal	Bonifi-cation d'intérêt
Algérie	RECONSTRUCTION APRÈS TREMBLEMENT DE TERRE	230,00	Secteur public	Prêt	Infrastructures	x
Égypte	ABU RAWASH WASTEWATER	55,00	Secteur public	Prêt	Eau, assainissement, déchets solides.	x
Égypte	IDKU LNG PLANT	304,47	Secteur privé	Prêt	Énergie	
Égypte	NUBARIYA POWER PLANT II	150,00	Secteur public	Prêt	Énergie	
Jordanie	AMMAN RING ROAD	26,17	Secteur public	Prêt	Transports	x
Jordanie	JORDANIE ÉDUCATION	39,73	Secteur public	Prêt	Éducation	
Maroc	ADM IV	110,00	Secteur public	Prêt	Transports	
Maroc	ASSAINISSEMENT VILLES MAROCAINES-OUJDA	30,00	Secteur public	Prêt	Eau, assainissement, déchets solides.	x
Maroc	ASSOCIATIONS DE MICROCRÉDIT	10,00	Secteur privé	Capitaux à risques	Lignes de crédit	
Maroc	FORMATION PROFESSIONNELLE MAROC	30,00	Secteur public	Prêt	Éducation	
Maroc	PORTS DU MAROC II	14,00	Secteur public	Prêt	Transports	
Syrie	PORT OF TARTOUS	50,00	Secteur public	Prêt	Transports	x
Syrie	SME FUND	40,00	Secteur privé	Prêt	Lignes de crédit	x
Tunisie	PG ENTREPRISES TUNISIENNES III	150,00	Secteur privé	Prêt	Lignes de crédit	x
Tunisie	SANTÉ TUNISIE	110,00	Secteur public	Prêt	Santé	
Tunisie	STEG GAZ	55,00	Secteur public	Prêt	Énergie	
Tunisie	STT - MÉTRO LÉGER DE TUNIS II	45,00	Secteur public	Prêt	Transports	
Tunisie	TUNISACIER STEELWORKS	35,00	Secteur privé	Prêt	Industrie	
Opération régionale	AVERROES FINANCE	3,50	Secteur privé	Capitaux à risques	Secteur financier	
Total		1 48,9				

Opérations signées en 2004						
Pays	Nom du projet	Mon-tant signé (Mio EUR)	Secteur public ou privé	Nature de l'opération	Secteur principal	Bonifi-cation d'intérêt
Algérie	ALGERIAN CEMENT COMPANY - PHASE II	12,50	Secteur privé	Prêt	Industrie	
Égypte	DAMIETTA LNG PLANT	188,42	Secteur privé	Prêt	Énergie	
Égypte	EGYPTAIR II	290,00	Secteur public	Prêt	Transports	
Égypte	GL PRIVATE SECTOR DEVELOPMENT	60,00	Secteur privé	Prêt	Lignes de crédit	
Égypte	TALKHA & EL KURIEMAT POWER PLANTS	160,00	Secteur public	Prêt	Énergie	x
Jordanie	REGIONAL GAS PIPELINE	100,00	Secteur public	Prêt	Énergie	
Liban	APEX GL MULTI-SECTOR	60,00	Secteur privé	Prêt	Lignes de crédit	

Liban	SOUTH LEBANON WASTE WATER	45,00	Secteur privé	Prêt	Eau, assainissement, déchets solides.	x
Maroc	ASSAINISSEMENT DES VILLES MOYENNES	20,00	Secteur public	Prêt	Eau, assainissement, déchets solides.	x
Maroc	ASSAINISSEMENT VILLES MAROCAINES-FES	20,00	Secteur public	Prêt	Eau, assainissement, déchets solides.	
Maroc	ASSOCIATIONS DE MICROCRÉDIT II	10,00	Secteur privé	Capitaux à risques	Lignes de crédit	
Maroc	INFRASTRUCTURES LOGEMENT SOCIAL	71,00	Secteur public	Prêt	Aménagement urbain	x
Maroc	ONE - DÉPOLLUTION CENTRALE MOHAMMEDIA	40,00	Secteur public	Prêt	Énergie	x
Maroc	ONE - PARC ÉOLIEN DE TANGER	80,00	Secteur public	Prêt	Énergie	
Syrie	DEIR ALI POWER PLANT	200,00	Secteur public	Prêt	Énergie	
Tunisie	ASSAINISSEMENT DU SITE DE TAPARURA	34,00	Secteur public	Prêt	Eau, assainissement, déchets solides.	x
Tunisie	PRÊT GLOBAL CPSCL	25,00	Secteur privé	Prêt	Lignes de crédit	
Tunisie	SNCFT IV	20,00	Secteur public	Prêt	Transports	
Tunisie	VOIRIES PRIORITAIRES III	65,00	Secteur public	Prêt	Transports	
Tunisie	VOIRIES PRIORITAIRES IV	40,00	Secteur public	Prêt	Transports	
Opération régionale	AFRICINVEST NORTH AFRICA FUND	4,00	Secteur privé	Capitaux à risques	Secteur financier	
Total		1.544,9				

Opérations signées en 2005

Pays	Nom du projet	Montant signé (Mio EUR)	Secteur public ou privé	Nature de l'opération	Secteur principal	Bonification d'intérêt
Algérie	MAGHREB LEASING	10,00	Secteur privé	Capitaux à risques	Secteur financier	
Égypte	GASCO GAS PIPELINES III	50,00	Secteur privé	Prêt	Énergie	
Égypte	IDKU LNG PLANT II	234,42	Secteur privé	Prêt	Énergie	
Égypte	UPGRADING EGYPTIAN ENTERPRISES III	22,00	Secteur privé	Capitaux à risques	Lignes de crédit	
Liban	BYBLOS BANK GL	50,00	Secteur privé	Prêt	Lignes de crédit	
Liban	GREATER BEIRUT WASTEWATER	60,00	Secteur public	Prêt	Eau, assainissement, déchets solides.	x
Liban	LEBANESE HIGHWAYS	60,00	Secteur public	Prêt	Transports	x
Maroc	ADM IV TRANCHE B	70,00	Secteur public	Prêt	Transports	
Maroc	PRÊT GLOBAL BMCE BANK	30,00	Secteur privé	Prêt	Lignes de crédit	
Maroc	ROUTES RURALES II	60,00	Secteur public	Prêt	Transports	x
Palestine	CREDIT GUARANTEE FUND	10,00	Secteur privé	Capitaux à risques	Secteur financier	x
Palestine	ELECTRICITY NETWORK UPGRADING	45,00	Secteur public	Prêt	Énergie	x
Syrie	DEIR AZZOUR POWER PLANT	200,00	Secteur public	Prêt	Énergie	x
Syrie	RURAL TELECOMS	100,00	Secteur public	Prêt	Télécommunications	x
Tunisie	PG ENTREPRISES TUNISIENNES IV	120,00	Secteur privé	Prêt	Lignes de crédit	x
Tunisie	PG TECHNOPOLES TUNISIE	60,00	Secteur privé	Prêt	Lignes de crédit	x
Tunisie	TECHNOPOLES	80,00	Secteur public	Prêt	Industrie	x
Total		1.261,4				

Opérations signées en 2006

Pays	Nom du projet	Montant signé (Mio EUR)	Secteur public ou privé	Nature de l'opération	Secteur principal	Bonification d'intérêt
Égypte	EGYPTIAN POLLUTION ABATEMENT (EPAP) II	40,00	Secteur privé	Prêt	Lignes de crédit	x
Égypte	EL ATF AND SIDI KRIR POWER PLANTS	130,00	Secteur public	Prêt	Énergie	
Égypte	EMX METHANOL PLANT	200,00	Secteur privé	Prêt	Industrie	
Égypte	UPPER EGYPT GAS PIPELINE	50,00	Secteur public	Prêt	Énergie	
Israël	BANK HAPOALIM GL	75,00	Secteur privé	Prêt	Lignes de crédit	
Israël	ENVIRONMENTAL PROGRAMME LOAN	200,00	Secteur public	Prêt	Eau, assainissement, déchets solides.	
Maroc	ASSAINISSEMENT DU BASSIN DU SEBOU	40,00	Secteur public	Prêt	Eau, assainissement, déchets solides.	x
Maroc	MOROCCAN INFRASTRUCTURE FUND	10,00	Secteur privé	Capitaux à risques	Secteur financier	

Maroc	ONE - ÉLECTRIFICATION RURALE II	170,00	Secteur public	Prêt	Énergie	
Maroc	SANTÉ MAROC	70,00	Secteur public	Prêt	Santé	x
Syrie	DAMASCUS RURAL WATER AND SANITATION	45,00	Secteur public	Prêt	Eau, assainissement, déchets solides.	x
Tunisie	ONAS IV	40,00	Secteur public	Prêt	Eau, assainissement, déchets solides.	x
Tunisie	STEG - CENTRALE DE GHANNOUCH	114,00	Secteur public	Prêt	Énergie	
Opération régionale	EUROMED FUND	10,05	Secteur privé	Capitaux à risques	Secteur financier	
Opération régionale	EUROMENA FUND	10,00	Secteur privé	Capitaux à risques	Lignes de crédit	
Opération régionale	MAGHREB PRIVATE EQUITY FUND II	10,00	Secteur privé	Capitaux à risques	Lignes de crédit	
Opération régionale	SGAM KANTARA FUND	10,00	Secteur privé	Capitaux à risques	Lignes de crédit	
Total		1.224,1				

Opérations signées en 2007

Pays	Nom du projet	Montant signé (Mio EUR)	Secteur public ou privé	Nature de l'opération	Secteur principal	Bonification d'intérêt
Algérie	ALGERIAN FRUIT JUICE COMPANY	3,00	Secteur privé	Capitaux à risques	Industrie	
Égypte	EL ATF AND SIDI KRIR POWER PLANTS	130,00	Secteur public	Prêt	Énergie	
Israël	HADERA DESALINATION PLANT	120,00	Secteur privé	Prêt	Eau, assainissement, déchets solides.	
Jordanie	HBTF GLOBAL LOAN	50,00	Secteur privé	Prêt	Lignes de crédit	
Liban	PRIVATE SECTOR FACILITIES	195,00	Secteur privé	Prêt	Lignes de crédit	
Liban	SME RECONSTRUCTION FACILITY	100,00	Secteur privé	Prêt	Lignes de crédit	
Liban	THE BUILDING BLOCK EQUITY FUND	5,00	Secteur privé	Capitaux à risques	Secteur financier	
Maroc	ADM V FES-OUJDA	180,00	Secteur public	Prêt	Transports	
Maroc	CAPMEZZANINE MAROC	6,00	Secteur privé	Capitaux à risques	Secteur financier	x
Maroc	ONE - PROJETS HYDROELECTRIQUES II	150,00	Secteur public	Prêt	Énergie	x
Syrie	SME FUND II	80,00	Secteur privé	Prêt	Lignes de crédit	x
Tunisie	ENDA INTER ARABE	1,95	Secteur privé	Capitaux à risques	Secteur financier	
Tunisie	FONDS D'AMORÇAGE TUNISIEN	2,00	Secteur privé	Capitaux à risques	Lignes de crédit	x
Tunisie	PG ENTREPRISES TUNISIENNES V	200,00	Secteur privé	Prêt	Lignes de crédit	
Tunisie	TRANSMED PIPELINE EXPANSION	185,00	Secteur privé	Prêt	Énergie	
Opération régionale	ALTERMED	8,00	Secteur privé	Capitaux à risques	Secteur financier	
Opération régionale	BYBLOS PRIVATE EQUITY FUND	7,50	Secteur privé	Capitaux à risques	Secteur financier	x
Opération régionale	FUND FOR THE MEDITERRANEAN REGION	15,00	Secteur privé	Capitaux à risques	Secteur financier	
Total		1.438,5				

Opérations signées en 2008

Pays	Nom du projet	Montant signé (Mio EUR)	Secteur public ou privé	Nature de l'opération	Secteur principal	Bonification d'intérêt
Égypte	BELTONE MIDCAP FUND	12,50	Secteur privé	Capitaux à risques	Secteur financier	
Égypte	EGAS GAS GRID REINFORCEMENT	250,00	Secteur public	Prêt	Énergie	
Égypte	SPHINX TURNAROUND FUND	13,00	Secteur privé	Capitaux à risques	Secteur financier	
Israël	EUROPEAN PHARMA R&D (RSFF)	29,73	Secteur privé	Prêt	Industrie	
Israël	MEDINVEST (RSFF)	3,33	Secteur privé	Prêt	Industrie	
Jordanie	AMMAN RING ROAD	36,92	Secteur public	Prêt	Transports	x
Liban	PRIVATE SECTOR FACILITIES II	52,00	Secteur privé	Prêt	Lignes de crédit	
Maroc	FONDS CAPITAL CARBONE MAROC	6,50	Secteur privé	Capitaux à risques	Secteur financier	x
Maroc	MASSINISSA FUND	12,00	Secteur privé	Capitaux à risques	Secteur financier	
Maroc	ONE - RÉSEAUX ÉLECTRIQUES II	170,00	Secteur public	Prêt	Énergie	
Maroc	PORT DE TANGER-MED - DEUXIÈME TERMINAL	40,00	Secteur privé	Prêt	Transports	
Maroc	ROUTES RURALES III	60,00	Secteur public	Prêt	Transports	x
Syrie	DEIR ALI II POWER PLANT	275,00	Secteur public	Prêt	Énergie	x

Syrie	FIRST MICROFINANCE INSTITUTION SYRIA	2,00	Secteur privé	Capitaux à risques	Secteur financier	
Tunisie	GCT MISE A NIVEAU ENVIRONNEMENTALE	55,00	Secteur privé	Prêt	Industrie	x
Tunisie	STEG - CENTRALE DE GHANNOUCH	86,00	Secteur public	Prêt	Énergie	
Tunisie	STEG GAZ II	60,00	Secteur public	Prêt	Énergie	
Tunisie	VOIRIES PRIORITAIRES V	110,00	Secteur public	Prêt	Transports	
Opération régionale	ALTERMED	3,00	Secteur privé	Capitaux à risques	Secteur financier	
Opération régionale	FONDS EUROMENA II	13,00	Secteur privé	Capitaux à risques	Secteur financier	
Total		1.290,0				

Opérations signées en 2009

Pays	Nom du projet	Mon-tant signé (Mio EUR)	Secteur public ou privé	Nature de l'opération	Secteur principal	Bonifi-cation d'intérêt
Égypte	DBACD LOCAL CURRENCY LOAN	2,00	Secteur privé	Capitaux à risques	Secteur financier	
Égypte	IWSP	70,00	Secteur public	Prêt	Eau, assainissement, déchets solides.	x
Égypte	UPGRADING EGYPTIAN ENTERPRISES III	3,00	Secteur privé	Capitaux à risques	Lignes de crédit	
Égypte	WIND FARM GULF OF EL ZAYT	50,00	Secteur public	Prêt	Énergie	x
Israël	HADERA DESALINATION PLANT EXTENSION	25,22	Secteur privé	Prêt	Eau, assainissement, déchets solides.	
Israël	ICL SPECIALTY CHEMICALS R&D (RSFF)	56,30	Secteur privé	Prêt	Industrie	
Jordanie	SOUTH NORTH WATER CONVEYOR	165,76	Secteur privé	Prêt	Eau, assainissement, déchets solides.	
Liban	KESRWAN WATER AND WASTEWATER PROJECT	70,00	Secteur public	Prêt	Eau, assainissement, déchets solides.	x
Maroc	ADM VI	225,00	Secteur public	Prêt	Transports	x
Maroc	ÉDUCATION MAROC	200,00	Secteur public	Prêt	Éducation	x
Maroc	RENAULT TANGER-FINANCEMENT INTERMÉDIÉ	100,00	Secteur public	Prêt	Industrie	
Maroc	TRAMWAY RABAT	15,00	Secteur public	Prêt	Transports	x
Syrie	SY MUNICIPAL & ENVIRONMENT INFRASTRUCT	50,00	Secteur public	Prêt	Eau, assainissement, déchets solides.	x
Syrie	SYRIAN CEMENT COMPANY	104,85	Secteur privé	Prêt	Industrie	
Tunisie	AÉROPORT ENFIDHA	70,00	Secteur privé	Prêt	Transports	
Tunisie	AUTOROUTE SFAX - GABES	234,00	Secteur public	Prêt	Transports	x
Tunisie	TUNISIAN INDIAN FERTILIZERS	130,00	Secteur privé	Prêt	Industrie	
Opération régionale	MENA JOINT INVESTMENT FUND	10,00	Secteur privé	Capitaux à risques	Secteur financier	
Opération régionale	MIDDLE EAST VENTURE CAPITAL FUND	5,00	Secteur privé	Capitaux à risques	Secteur financier	x
Opération régionale	SWICORP INTAJ CAPITAL II	10,00	Secteur privé	Capitaux à risques	Secteur financier	
Total		1.596,1				

Opérations signées en 2010

Pays	Nom du projet	Mon-tant signé (Mio EUR)	Secteur public ou privé	Nature de l'opération	Secteur principal	Bonifi-cation d'intérêt
Algérie	MEDGAZ PIPELINE	500,00	Secteur public	Prêt	Énergie	
Égypte	EGYPTIAN POWER TRANSMISSION	260,00	Secteur public	Prêt	Énergie	x
Égypte	ERC REFINERY	346,37	Secteur privé	Prêt	Industrie	
Égypte	GIZA NORTH POWER PLANT	300,00	Secteur public	Prêt	Énergie	
Liban	AL MAJMOUA - LOAN FOR MICROFINANCE	1,50	Secteur privé	Prêt	Secteur financier	
Liban	LEBANON GROWTH CAPITAL FUND	5,00	Secteur privé	Capitaux à risques	Secteur financier	
Maroc	ADM VII	220,00	Secteur public	Prêt	Transports	
Maroc	PORT DE TANGER MED II-INFRASTRUCTURES	200,00	Secteur public	Prêt	Transports	
Palestine	THE PALESTINE GROWTH CAPITAL FUND	5,00	Secteur privé	Capitaux à risques	Secteur financier	
Syrie	SYRIA H2020 WATER	55,00	Secteur public	Prêt	Eau, assainissement, déchets solides.	x
Syrie	SYRIAN HEALTHCARE II	130,00	Secteur public	Prêt	Santé	x
Tunisie	RÉSEAU FERROVIAIRE RAPIDE	119,00	Secteur public	Prêt	Transports	x

Tunisie	STEG CENTRALE DE SOUSSE	194,00	Secteur public	Prêt	Énergie	
Tunisie	STEG IV TRANSPORT ÉLECTRICITÉ	185,00	Secteur public	Prêt	Énergie	
Opération régionale	ARGAN INFRASTRUCTURE FUND	15,00	Secteur privé	Capitaux à risques	Secteur financier	
Opération régionale	INFRAMED	0,98	Secteur privé	Capitaux à risques	Secteur financier	
Opération régionale	VANTAGE REGIONAL MEZZ FUND	10,00	Secteur privé	Capitaux à risques	Secteur financier	
Total		2.546,8				

Opérations signées en 2011

Pays	Nom du projet	Mon-tant signé (Mio EUR)	Secteur public ou privé	Nature de l'opération	Secteur principal	Bonifi-cation d'intérêt
Égypte	GIZA NORTH POWER PLANT II	50,00	Secteur public	Prêt	Énergie	
Israël	MEKOROT ASHDOD DESALINATION PLANT	120,00	Secteur privé	Prêt	Eau, assainissement, déchets solides.	
Israël	SOREK DESALINATION PLANT	142,00	Secteur privé	Prêt	Eau, assainissement, déchets solides.	
Jordanie	JORDAN INDIA FERTILIZER	81,00	Secteur privé	Prêt	Industrie	
Liban	PRIVATE SECTOR FACILITIES III	30,00	Secteur privé	Prêt	Lignes de crédit	
Maroc	GROUPE OCP - MODERNISATION	200,00	Secteur public	Prêt	Industrie	
Tunisie	MDHILLA TSP	140,00	Secteur privé	Prêt	Industrie	
Tunisie	MODERNISATION ROUTIÈRE I	163,00	Secteur public	Prêt	Transports	x
Opération régionale	CAPITAL NORTH AFRICA VENTURE FUND II	10,00	Secteur privé	Capitaux à risques	Secteur financier	
Opération régionale	INFRAMED	34,02	Secteur privé	Capitaux à risques	Secteur financier	
Total		970,0				

Opérations signées en 2012

Pays	Nom du projet	Mon-tant signé (Mio EUR)	Secteur public ou privé	Nature de l'opération	Secteur principal	Bonifi-cation d'intérêt
Égypte	CAIRO METRO LINE 3 (PHASE 3)	200,00	Secteur public	Prêt	Transports	x
Égypte	COMMUNITY DEVELOPMENT PROGRAM (EGYPT)	45,00	Secteur public	Prêt	Aménagement urbain	x
Israël	BETTER PLACE ELECTRIC VEHICLE SERVICE	10,80	Secteur privé	Prêt	Services	
Israël	Prêt à Israel Chemicals Ltd. dans le domaine de l'énergie (PEI)	100,00	Secteur privé	Prêt	Énergie	
Jordanie	BADIA IMPACT FUND	4,00	Secteur privé	Capitaux à risques	Secteur financier	
Jordanie	JORDAN CAPITAL FOR GROWTH FUND	5,00	Secteur privé	Capitaux à risques	Secteur financier	
Liban	Deuxième prêt de la BEI en faveur des autoroutes libanaises	75,00	Secteur public	Prêt	Transports	
Liban	LEBANON ENERGY EFFIC & RENEWABLES GL	50,00	Secteur privé	Prêt	Lignes de crédit	x
Liban	PRIVATE SECTOR FACILITIES III	15,00	Secteur privé	Prêt	Lignes de crédit	
Maroc	AUTOROUTE EL JADIDA - SAFI	240,00	Secteur public	Prêt	Transports	
Maroc	CENTRALE SOLAIRE DE OUARZAZATE	100,00	Secteur privé	Prêt	Énergie	x
Maroc	FONDS PME CROISSANCE	5,00	Secteur privé	Capitaux à risques	Secteur financier	
Maroc	GROUPE OCP - MODERNISATION	130,00	Secteur public	Prêt	Industrie	
Maroc	ONEE - RÉSEAUX ÉLECTRIQUES III	180,00	Secteur public	Prêt	Énergie	x
Maroc	PLAN MAROC VERT PNEEI	42,50	Secteur public	Prêt	Eau, assainissement, déchets solides.	x
Maroc	PROGRAMME NATIONAL ASSAINISSEMENT PNA	20,00	Secteur public	Prêt	Eau, assainissement, déchets solides.	x
Maroc	RENAULT TANGER-FINANCEMENT INTERMÉDIÉ	73,50	Secteur public	Prêt	Industrie	
Maroc	ROUTES RURALES IV	100,00	Secteur public	Prêt	Transports	
Maroc	TECHNOPOLES MAROC	100,00	Secteur public	Prêt	Infrastructures	x
Maroc	YASMINA CLUB MED HOTEL REHABILITATION	13,68	Secteur privé	Prêt	Services	
Tunisie	PG VI TUNISIE	100,00	Secteur privé	Prêt	Lignes de crédit	
Tunisie	RÉHABILITATION URBAINE EN TUNISIE	70,00	Secteur public	Prêt	Aménagement urbain	x
Opération régionale	Deuxième Fonds pour la Méditerranée	10,00	Secteur privé	Capitaux à risques	Secteur financier	
Total		1.689,5				

Opérations signées en 2013						
Pays	Nom du projet	Mon-tant signé (Mio EUR)	Secteur public ou privé	Nature de l'opération	Secteur principal	Bonifi-cation d'intérêt
Égypte	AIR TRAFFIC CONTROL UPGRADE EGYPT	50,00	Secteur public	Prêt	Transports	
Égypte	IWSP II (UPPER EGYPT)	57,00	Secteur public	Prêt	Eau, assainissement, déchets solides.	x
Égypte	NBE GLOBAL LOAN (EGYPT)	80,00	Secteur privé	Prêt	Lignes de crédit	
Jordanie	BADIA IMPACT FUND	4,00	Secteur privé	Capitaux à risques	Secteur financier	
Jordanie	PARC ÉOLIEN DE TAFILA	52,96	Secteur privé	Prêt	Énergie	
Liban	AL MAJMOUA II	4,00	Secteur privé	Prêt	Secteur financier	
Maroc ; opération régionale	CAPMEZZANINE FUND II	6,00	Secteur privé	Capitaux à risques	Secteur financier	
Maroc	FONDEP II	4,00	Secteur privé	Prêt	Secteur financier	
Maroc	ONEE - PROJET ÉOLIEN	200,00	Secteur privé	Prêt	Énergie	x
Palestine	ACAD MICROFINANCE PALESTINE	0,76	Secteur privé	Capitaux à risques	Secteur financier	x
Tunisie	CPSCL TUNISIE 2013	50,00	Secteur public	Prêt	Lignes de crédit	
Tunisie	DÉPOLLUTION INTÉGRÉE BIZERTE	40,00	Secteur public	Prêt	Eau, assainissement, déchets solides.	x
Tunisie	ENDA INTER-ARABE III	4,00	Secteur privé	Prêt	Secteur financier	
Opération régionale	CAPITAL NORTH AFRICA VENTURE FUND II	10,00	Secteur privé	Capitaux à risques	Secteur financier	
Opération régionale	EUROMENA III FUND	10,00	Secteur privé	Capitaux à risques	Secteur financier	
Opération régionale	Deuxième Fonds pour la Méditerranée	10,00	Secteur privé	Capitaux à risques	Secteur financier	
Total		582,7				

Opérations signées en 2014						
Pays	Nom du projet	Mon-tant signé (Mio EUR)	Secteur public ou privé	Nature de l'opération	Secteur principal	Bonifi-cation d'intérêt
Égypte	EGYPTIAN POLLUTION ABATEMENT(EPAP) III	70,00	Secteur privé	Prêt	Lignes de crédit	x
Égypte	EL SHABAB POWER PLANT	205,00	Secteur public	Prêt	Énergie	
Égypte	KAFR EL SHEIKH WASTE WATER TREATMENT	77,00	Secteur public	Prêt	Eau, assainissement, déchets solides.	x
Israël	MEGALIM SOLAR THERMAL PLANT	150,12	Secteur privé	Prêt	Énergie	
Jordanie	MICROFUND FOR WOMEN	2,00	Secteur privé	Prêt	Secteur financier	
Liban	FIRST NATIONAL BANK	11,01	Secteur privé	Capitaux à risques	Secteur financier	
Liban	PRIVATE SECTOR FACILITIES IV	90,00	Secteur privé	Prêt	Lignes de crédit	
Maroc	ATTADAMOUNE (AMSSF II)	2,00	Secteur privé	Prêt	Secteur financier	
Maroc ; opération régionale	CAPMEZZANINE FUND II	6,00	Secteur privé	Capitaux à risques	Secteur financier	
Maroc	OUARZAZATE III (TOWER)	50,00	Secteur public	Prêt	Énergie	x
Maroc	OUARZAZATE II (PARABOLIC)	100,00	Secteur public	Prêt	Énergie	x
Maroc	PROGRAMME DE MODERNISATION ROUTIÈRE	150,00	Secteur public	Prêt	Transports	
Maroc	ZENATA URBAN DEVELOPMENT PROJECT	150,00	Secteur public	Prêt	Aménagement urbain	
Tunisie	ETAP SOUTH TUNISIAN GAS	380,00	Privé ; public	Prêt	Énergie	
Tunisie	MODERNISATION ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES	70,00	Secteur public	Prêt	Éducation	x
Tunisie	PARTENARIAT BEI-BTK-RÉSEAU ENTREPRENDRE	20,00	Secteur privé	Prêt	Lignes de crédit	
Tunisie	PG VI TUNISIE	100,00	Secteur privé	Prêt	Lignes de crédit	
Tunisie	TAYSIR	1,00	Secteur privé	Capitaux à risques	Secteur financier	
Opération régionale	ABRAAJ NORTH AFRICA FUND II	20,00	Secteur privé	Capitaux à risques	Secteur financier	
Opération régionale	EUROMENA III FUND	10,00	Secteur privé	Capitaux à risques	Secteur financier	
Total		1.664,1				

2. Liste des opérations approuvées au titre du Fonds d'assistance de la FEMIP au 31 décembre 2014

Tout apport d'une assistance technique en faveur d'un projet est pris en compte dans l'année de signature du premier contrat et non comme une nouvelle opération dans l'année de signature dudit apport.

Opérations signées en 2004			
Pays	Opération d'AT	Promoteur	Montant en milliers d'EUR
Algérie	Création d'une société de capital-développement (SCD) : représentation BEI au comité de pilotage de la SCD	La Société nationale pour la recherche, la production, le transport et la commercialisation des hydrocarbures (SONATRACH)	50
Algérie	Reconstruction après tremblement de terre – appui aux agences de contrôle technique	République algérienne démocratique et populaire	570
Algérie	Reconstruction après tremblement de terre – unité de gestion de projet	République algérienne démocratique et populaire	1.373
Algérie	Unité de réalisation de projet	Agence nationale des autoroutes	851
Égypte	Remise en état de stations de pompage	République arabe d'Égypte	780
Liban	Création d'un fonds d'investissement	Banque Byblos s.a.l.	200
Maroc	Secteur financier – étude juridique	Caisse de dépôt et de gestion	48
Syrie	Port de Tartous Phase I	République arabe syrienne	110
Syrie	Port de Tartous – phase II – AT pour l'évaluation des offres	République arabe syrienne	200
Syrie	Inspection des équipements médicaux avant expédition par bateau	République arabe syrienne	100
Syrie	PME du secteur privé	République arabe syrienne	2.895
Tunisie	Création du premier fonds d'amorçage	République de Tunisie	199
Tunisie	Couverture du risque de change (Fonds de péréquation des changes)	République de Tunisie	160
Tunisie	Mission d'évaluation des projets de l'Office national d'assainissement (ONAS) financés par la BEI	Office national d'assainissement	779
Opération régionale	Privatisation et partenariats public-privé au Maghreb	BEI	198
Total			8 513

Opérations signées en 2005			
Pays	Opération d'AT	Promoteur	Montant en milliers d'EUR
Algérie	Agence nationale des autoroutes – UGP	Agence nationale des autoroutes	2.996
Algérie	Redéfinition du plan de gestion des déchets solides municipaux pour la ville de Bouira et identification de l'appui technique et des besoins de formation au niveau national	République algérienne démocratique et populaire	149
Égypte	Programme de renforcement des capacités du secteur financier en Égypte pour permettre le financement de projets et d'entreprises de petite et moyenne dimension	Banques égyptiennes, fonds de capital-investissement et autres institutions financières	2.201
Égypte	Étude d'optimisation des taxes sur les plus-values	Groupe égyptien des sociétés d'électricité	114
Égypte	AT à la Banque d'aide aux exportations	Export Development Bank of Egypt	198
Égypte	AT à la Banque nationale d'Égypte	Banque nationale d'Égypte	200
Liban	Unité de gestion pour le projet « Assainissement du sud Liban »	République libanaise	1.211
Liban	Assistance technique pour la construction d'autoroutes au Liban	République libanaise	1.249
Maroc	Agadir – Actualisation schéma directeur, horizon 2025	Régie autonome multi-services d'Agadir	195
Maroc	Analyse des émissions atmosphériques de la centrale de Mohammedia et recommandations d'amélioration	Office national de l'électricité	195
Maroc	Assainissement Agadir – Lutte contre les problèmes d'odeur et de corrosion provoqués par la production du gaz H2S	Régie autonome multi-services d'Agadir	79
Maroc	Définition du programme de rénovation des hôpitaux	Royaume du Maroc	199
Maroc	Formation des régies phase I – gestion d'entreprise	Royaume du Maroc	100
Maroc	Oujda – Évaluation de l'impact environnemental	Régie autonome de distribution d'eau et d'électricité d'Oujda	174
Maroc	Régie autonome multi-services Agadir – Étude de faisabilité sur la réutilisation des eaux usées	Régie autonome multi-services d'Agadir	195
Maroc	Régies Safi – étude d'impact environnemental et conseils d'adaptation des planifications	Régie autonome de distribution d'eau et d'électricité de Safi	196
Maroc	Unité de gestion de projet d'assainissement liquide	Régie autonome de distribution d'eau et d'électricité d'Oujda	1.000
Syrie	Étude de faisabilité en vue de mettre au point de nouveaux moyens de financement des investissements du secteur privé	République arabe syrienne	496
Syrie	Étude de préfaisabilité pour le projet d'eau et d'assainissement dans les zones rurales près de Zabadini	République arabe syrienne	199
Syrie	Étude de préfaisabilité pour le projet d'eau et d'assainissement dans les zones rurales près de Damas	République arabe syrienne	200
Syrie	Préparation du projet Damascus Industrial City et traitement des eaux usées et industrielles	République arabe syrienne	200
Tunisie	Assistance technique à la mise en place et au développement de cinq technopoles en Tunisie	République de Tunisie	2.087
Tunisie	Supervision des travaux – Société d'études d'aménagement des côtes nord de la ville de Sfax	Société d'études d'aménagement des côtes nord de la ville de Sfax	2.556
Tunisie	Unité de gestion de projet – Société d'études d'aménagement des côtes nord de la ville de Sfax	Société d'études d'aménagement des côtes nord de la ville de Sfax	2.412
Total			18.801

Opérations signées en 2006			
Pays	Opération d'AT	Promoteur	Montant en milliers d'EUR
Algérie	Mise en œuvre d'un plan de gestion des déchets municipaux dans la Wilaya d'Oran	République algérienne démocratique et populaire	199
Égypte	Préparation du projet EPAP II	République arabe d'Égypte	200
Égypte	Financement du secteur privé en Égypte – identification des lacunes et potentiel d'opérations à capital-risque	BEI	137
Jordanie	Étude de faisabilité concernant les phases 2 et 3 du contournement routier d'Amman	Royaume hachémite de Jordanie	2.000
Liban	Appui opérationnel à la mise en place d'un nouveau fonds de capital-investissement	Banque Byblos s.a.l.	166
Maroc	Assistance technique à la direction des routes et de la circulation routière (DRCR) pour le deuxième programme national des routes rurales	Royaume du Maroc	1.484
Maroc	Étude tarifaire de l'assainissement d'Oujda	Régie autonome de distribution d'eau et d'électricité d'Oujda	75
Maroc	Infrastructures de logement social – assistance technique à la holding Al Omrane	Royaume du Maroc	3.428
Maroc	Étude de microfinance au Maroc	Royaume du Maroc	5
Maroc	Cahier des charges pour le projet d'étude du secteur de la santé	Royaume du Maroc	180
Syrie	Projet d'eau et d'assainissement des zones rurales de Damas – étude hydrogéologique	République arabe syrienne	178
Syrie	Étude de faisabilité en vue de mettre au point de nouveaux moyens de financement des investissements du secteur privé – phase II	République arabe syrienne	1.004
Syrie	Examen et évaluation des besoins futurs pour les soins oncologiques	République arabe syrienne	140
Syrie	Appui à l'unité de gestion de projet auprès de Syrian Telecom Establishment	Organisme syrien des télécommunications	3.000
Syrie	Assistance technique pour le projet port de Tartous	République arabe syrienne	1.025
Syrie	Étude tarifaire pour le secteur de l'eau en Syrie	République arabe syrienne	142
Tunisie	Programme d'assistance technique aux intermédiaires financiers de la BEI en Tunisie	Société tunisienne de banque SA	1.110
Tunisie	Renforcement d'ENDA	Environnement et développement du tiers-monde	200
Tunisie	SICAR - formation	Tunisie SICAR	98
Tunisie	AT au secteur financier tunisien pour les projets de financement des PME – phase I élaboration du cahier des charges	Intermédiaires financiers	30
Opération régionale	Microfinance en Algérie, Maroc et Tunisie – identification des instruments appropriés	Ministère des finances	147
Opération régionale	Microfinance en Égypte, Gaza et Cisjordanie, Jordanie, Liban et Syrie – identification des instruments appropriés	Ministère des finances	200
Opération régionale	Examen à mi-parcours du fonds d'assistance technique de la FEMIP	BEI	165
Opération régionale	Financement du secteur privé au Maroc et en Tunisie – identification des lacunes et potentiel d'opérations à capital-risque	Ministère des finances	183
Total			15.495

Opérations signées en 2007			
Pays	Opération d'AT	Promoteur	Montant en milliers d'EUR
Égypte	Réalisation du projet EPAP II	République arabe d'Égypte	2.799
Jordanie	Étude de faisabilité pour la mise en place d'un fonds d'amorçage et de capital-risque	Royaume hachémite de Jordanie	199
Jordanie	Étude du plan directeur pour le couloir de développement d'Amman	Royaume hachémite de Jordanie	1.998
Maroc	Assainissement Agadir – Récupération et valorisation du biogaz	Régie autonome multi-services d'Agadir	50
Maroc	Assainissement Beni Mellal – Études d'impact environnemental et de dépollution industrielle	Régie autonome de distribution d'eau et d'électricité du Tadla	192
Maroc	Études d'impact environnemental pour les projets hydrauliques II de l'ONE	Office national de l'électricité	176
Maroc	Fonds mezzanine	Fonds Capmezzanine SA	195
Maroc	Projet d'assainissement du bassin du Sebou – Étude sur la volonté de payer	Office national de l'eau potable	198
Maroc	Projet santé – étude d'impact environnemental	Royaume du Maroc	194
Maroc	Projet santé – préparation de projets de réfection d'établissements hospitaliers	Royaume du Maroc	1.000
Maroc	Réutilisation des eaux usées et des boues résiduaires de Settat	Régie autonome de distribution d'eau et d'électricité de la Chaouia	169
Syrie	ADRA cité industrielle	République arabe syrienne	70
Syrie	Projet d'eau et d'assainissement dans les zones rurales de Damas – développement institutionnel et évolution organisationnelle	République arabe syrienne	3.401
Syrie	Projet d'eau et d'assainissement des zones rurales de Damas – UGP	République arabe syrienne	3.903
Syrie	AT aux projets de distribution et de transport d'électricité	Organisme public pour la production et le transport de l'électricité	200
Syrie	Métro de Damas – EIE, étude géologique et participation privée	République arabe syrienne	2.468
Opération régionale	Horizon 2020 – préparation du programme d'investissement pour l'élimination des principales sources de pollution en Méditerranée (MeHSIP)	BEI	198
Total			17.411

Opérations signées en 2008			
Pays	Opération d'AT	Promoteur	Montant en milliers d'EUR
Palestine	AT pour la modernisation des réseaux électriques	Autorité nationale palestinienne	199
Maroc	Assainissement du bassin du Sebou – appui à la planification et la prise en charge du service d'assainissement de centres urbains	Office national de l'électricité et de l'eau potable	1.048
Maroc	Assainissement du bassin du Sebou – assistance technique à l'unité de gestion de projet (UGP)	Office national de l'électricité et de l'eau potable	1.391
Maroc	Construction d'un nouveau terminal à l'aéroport Marrakech-Menara – étude de faisabilité et étude de cadrage environnemental et social	Office national des aéroports	162
Maroc	Secteur de la santé – mise en œuvre du programme d'investissement hospitalier	Royaume du Maroc	6.695
Syrie	Projet d'infrastructures municipales – préparation	République arabe syrienne	200
Syrie	Ligne de crédit II pour les PME	République arabe syrienne	2.800
Syrie	Soutien à la stratégie nationale de la Syrie en matière de lutte contre le cancer : étude de faisabilité concernant les centres oncologiques d'Alep et de Homs	République arabe syrienne	1.554
Total			14.048

Opérations signées en 2009			
Pays	Opération d'AT	Promoteur	Montant en milliers d'EUR
Maroc	AT pour la réalisation du projet d'économie d'énergie « audit Optima »	Office national de l'électricité	179
Maroc	Audit de sécurité routière – Projet ADM VI	Société nationale des autoroutes du Maroc	75
Maroc	Étude économique ligne à grande vitesse Kenitra-Tanger	Office national des chemins de fer	199
Maroc	Carbon Capital Fund Morocco	Caisse de dépôt et de gestion	83
Syrie	Projet d'eau et d'assainissement dans les zones rurales d'Alep	République arabe syrienne	2.136
Syrie	AT pour des établissements de soins de santé	République arabe syrienne	233
Syrie	AT pour la préparation d'un projet d'eau et d'assainissement dans la ville de Banias	République arabe syrienne	200
Tunisie	AT à la Société Tunisie Autoroutes pour l'autoroute Sfax-Gabès	République de Tunisie	35
Tunisie	ONAS - UGP	Office national d'assainissement	2.800
Opération régionale	Programme d'investissement pour l'élimination des principales sources de pollution en Méditerranée (MeHSIP)	BEI	7.198
Total			13.138

Opérations signées en 2010			
Pays	Opération d'AT	Promoteur	Montant en milliers d'EUR
Égypte	Projet de transport d'électricité en Égypte – conseil technique à court terme	Egyptian Electricity Transmission Co	195
Jordanie	Services de conseil pour l'étude de faisabilité relative au projet d'appui opérationnel de Miyahuna	Royaume hachémite de Jordanie	380
Maroc	Programme de rénovation et de réorganisation des hôpitaux : modernisation de la gestion hospitalière	Royaume du Maroc	2.774
Syrie	Appui à l'unité de réalisation du projet de centrale électrique de Deir Ali II	Organisme public pour la distribution et l'exploitation de l'énergie électrique	3.606
Syrie	AT pour la réalisation du projet d'infrastructures municipales et environnementales en Syrie	République arabe syrienne	3.907
Tunisie	AT à la Société Tunisie Autoroutes	Tunisie Autoroutes SA	1.368
Tunisie	Étude d'actualisation du plan directeur d'assainissement du Grand Tunis (ONAS IV)	Office national d'assainissement	1.186
Total			13.416

Opérations signées en 2011			
Pays	Opération d'AT	Promoteur	Montant en milliers d'EUR
Liban	Étude de faisabilité pour un mécanisme de financement en faveur de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables au Liban	Banque du Liban	115
Liban	AT à l'appui du projet relatif à l'eau et à l'assainissement dans le sud du Liban	République libanaise	850
Maroc	Étude environnementale stratégique ONEP – Programme d'assainissement	Office national de l'eau potable	131
Maroc	Programme de rénovation et de réorganisation des hôpitaux : composante de l'investissement	Royaume du Maroc	4.515
Tunisie	AT en faveur de Société Tunisie Autoroutes concernant des péages	Tunisie Autoroutes SA	160
Tunisie	Étude de faisabilité pour un système de transport public à voies réservées à Sfax	République de Tunisie	607
Tunisie	Étude pour les autoroutes de Kairouan, Sidi Bouzid, Kasserine et Gafsa	République de Tunisie	4.534
Tunisie	Étude de faisabilité pour le périphérique du Grand Tunis	République de Tunisie	2.644
Total			13.556

Opérations signées en 2012			
Pays	Opération d'AT	Promoteur	Montant en milliers d'EUR
Égypte	Cadre stratégique pour les réinstallations et plan de réinstallation pour le projet Cairo Metro Line 3 (Phase 3)	National Authority for Tunnels	170
Maroc	Opportunités de diversification de l'approvisionnement en gaz naturel	Office national de l'électricité	155
Tunisie	Étude pilote pour un projet d'appui au développement des régions de l'intérieur pour la mise en place de complexes industriels et technologiques et du développement de Cyber Parks (essaimage du technopôle d'El Ghazala)	République de Tunisie	61
Tunisie	Amélioration de la sécurité sur le réseau routier tunisien	République de Tunisie	833
Total			1.219

Opérations signées en 2013			
Pays	Opération d'AT	Promoteur	Montant en milliers d'EUR
Palestine	Assistance à l'Autorité palestinienne de l'eau pour la construction d'une usine de dessalement d'eau de mer pour la bande de Gaza (Phase A)	Autorité nationale palestinienne	2.379
Palestine	Schéma directeur des routes et des transports	Autorité nationale palestinienne	1.600
Palestine	Assistance technique pour la réalisation du projet de remise à niveau du réseau électrique	Autorité nationale palestinienne	999
Maroc	Assistance technique à l'Unité centrale de gestion du projet (UCGP) de modernisation de l'agriculture irriguée dans les périmètres du Gharb, du Haouz et du Souss Massa (Programme national d'économie d'eau en irrigation - PNEEI-Tranche 3)	Royaume du Maroc	1.250
Tunisie	Elaboration des schémas directeurs d'assainissement dans les gouvernorats de Sousse, Madhia, Sfax, Gabès, Médenine et Gafsa	Office national d'assainissement	960
Tunisie	Étude de faisabilité d'une liaison permanente entre l'autoroute A4 et la ville de Bizerte	République de Tunisie	2.049
Total			9.237

Opérations signées en 2014			
Pays	Opération d'AT	Promoteur	Montant en milliers d'EUR
Palestine	Assistance technique à l'appui de la transformation en société financière du Centre arabe pour le développement agricole (ACAD)	Centre arabe pour le développement agricole	248
Jordanie	Services de conseil technique à l'appui du programme d'accélération Space for Med	contreparties à déterminer	676
Liban	Étude de faisabilité pour la liaison ferroviaire Tripoli-Beyrouth	République libanaise	2.000
Opération régionale	Deuxième programme d'investissement pour l'élimination des principales sources de pollution en Méditerranée (MeHSIP II) – Programme de conseil pour les secteurs de l'eau, de l'assainissement et de la gestion des déchets solides dans les pays voisins de l'UE	BEI	6.000
Total			8.924

3. Liste des opérations approuvées au titre du Fonds fiduciaire de la FEMIP au 31 décembre 2014

Pays	Titre	Secteur	Date d'approbation par l'assemblée des donateurs du FFF	Budget en milliers d'EUR	Type d'opération
Algérie	Examen de l'accès des petites entreprises à des formes viables de financement extérieur	Direction des finances	Mai-05	195,00	Étude (autre)
Égypte	Étude de préparation et de réalisation des projets dans le cadre du programme de développement local intégré et durable (ISCDP)	Aménagement urbain	Avr-11	199,90	Étude
Liban	Titrisation des envois de fonds des travailleurs émigrés : opération pilote au Liban	Direction des finances		150,00	Étude
Maroc	Étude sur les moyens de promouvoir l'épargne privée à long terme	Direction des finances	Nov-05	180,00	Étude (autre)
Maroc	Gestion et exploitation privées des réseaux d'irrigation publics dans les pays bénéficiaires de la FEMIP : examen d'un modèle expérimental au Maroc	Environnement et eau	Déc-06	1.000,00	AT
Maroc	Réseau d'incubateurs (RMIE)	PME	Juin-09	300,00	AT
Maroc	Opération de rénovation urbaine dans la médina de Meknès.	Aménagement urbain	Déc-09	400,00	Étude
Maroc	Renforcer la compétitivité pour créer de l'emploi au Maroc	Direction des finances	Juin-12	200	AT
Territoires palestiniens	Middle East Venture Capital Fund	RDI	Oct-09	5.000,00	Capitaux à risques
Territoires palestiniens	Assistance technique à l'incubateur palestinien d'entreprises de TIC	RDI	Avr-10	194,60	AT
Opération régionale	Étude des incidences sur l'emploi des investissements de la BEI à l'appui des infrastructures dans les PPM	Tous secteurs	Juin-12	200,00	Étude
Opération régionale	Programme de détachement de la FEMIP	Capital humain	Jan-13	500,00	AT
Opération régionale	Soutien à la diffusion des activités financées par le Fonds fiduciaire de la FEMIP dans la région	Tous secteurs	Fév-13	35,00	Étude
Opération régionale	Renforcement de la coopération avec les agences bilatérales européennes et les banques publiques dans le cadre d'initiatives conjointes dans les pays partenaires méditerranéens	Tous secteurs	Mar-13	300,00	Étude
Opération régionale	Étude sur la facilitation de l'accès des PME aux marchés des capitaux de croissance via des bourses dédiées aux PME (initiative SMEx)	Direction des finances	Août-13	25,00	Étude
Opération régionale	Étude de faisabilité sur la diaspora et le Programme d'aide à la création d'entreprises innovantes en Méditerranée (PACEIM)	Capital humain	Oct-13	37,00	Étude
Opération régionale	Améliorer l'impact du Programme de conseil pour le secteur des transports dans les pays voisins du Sud (« SNAP-T »)	Transports	Avr-14	2.000,00	Activités d'AT (PP – Préparation des projets)
Opération régionale	Amélioration de l'efficacité des envois de fonds des travailleurs émigrés	Direction des finances	Jan-05	200,00	Étude (autre)
Opération régionale	Programmes d'appui au secteur financier METAC I et II	Direction des finances	Mai-05	500,00	Activités d'AT (autre)
Opération régionale	Besoins logistiques dans les pays partenaires méditerranéens : potentiel de mise en place d'un réseau de plates-formes logistiques	Transports	Mai-05	597,39	Étude (PP – Préparation des projets)
Opération régionale	Mécanisme financier à l'appui du développement de projets liés aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique	Énergie	Mai-05	189,00	Étude
Opération régionale	Mécanisme pour un développement propre (MDP) – Recensement de projets dans les pays bénéficiaires de la FEMIP	Énergie	Mar-06	195,00	Étude
Opération régionale	Phase I du Programme de stages de la FEMIP	Capital humain	Mar-06	700,00	AT
Opération régionale	Analyse des stratégies et politiques de tourisme dans les pays bénéficiaires de la FEMIP	PME	Juil-06	200,00	Étude
Opération régionale	Examen de l'offre de services existante en matière de financement des échanges commerciaux euro-méditerranéens	Direction des finances	Juil-06	80,00	Étude
Opération régionale	Potentiel de production de biocarburant dans les pays bénéficiaires de la FEMIP	Énergie	Déc-06	200,00	Étude
Opération régionale	Programme d'études associé au Plan bleu	Eau, assainissement	Mar-07	180,00	Étude
Opération régionale	Identification et suppression des obstacles à une utilisation accrue des eaux usées dans l'agriculture	Environnement et eau	Mar-07	200,00	Étude
Opération régionale	Étude sur l'impact économique et social de la microfinance	Direction des finances	Nov-07	70,00	Étude
Opération régionale	Stratégies pour la revitalisation des centres-villes historiques dans le bassin méditerranéen	Aménagement urbain	Nov-07	185,00	Étude
Opération régionale	Programme d'appui au secteur financier METAC II	Direction des finances	Mar-08	500,00	AT
Opération régionale	Cadres juridiques des PPP dans les pays de la FEMIP	Tous secteurs	Mar-08	750,00	Étude
Opération régionale	Guichet de diffusion des études du FFF	Tous secteurs	Mar-08	450,00	Séminaires
Opération régionale	Programme d'études associé au Plan bleu II	Énergie et tourisme	Sep-08	850,00	AT

Opération régionale	Initiative méditerranéenne de développement des entreprises (MBDI)	PME	Avr-09	200,00	Étude
Opération régionale	Plan solaire méditerranéen	Énergie	Avr-09	350,00	Étude
Opération régionale	Centre multipartenaire de formation et de mise en réseau	Tous secteurs	Avr-09	500,00	AT
Opération régionale	Accord de coopération entre la BEI et le FEMISE	Tous secteurs	Juin-09	400,00	Études
Opération régionale	Accès au haut débit pour les pays de la FEMIP	RDI	Avr-10	500,00	Étude
Opération régionale	Réseau de plateformes logistiques euro-méditerranéennes LOGISMED	Transports	Avr-10	1.000,00	Étude
Opération régionale	Autoroutes maritimes	Transports	Oct-10	195,00	Étude
Opération régionale	Programme d'investissement « Médinas 2030 »	Aménagement urbain	Avr-11	400,00	AT
Opération régionale	Mobilisation du potentiel de fonds d'investissement souverains de pays du Golfe pour les pays partenaires méditerranéens	Direction des finances	Avr-11	230,00	Étude
Opération régionale	Les services financiers mobiles dans les pays partenaires méditerranéens	Direction des finances	Avr-11	160,00	Étude
Opération régionale	Programme de préparation de projets liés à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables en milieu urbain dans les pays partenaires méditerranéens	Énergie	Avr-11	200,00	AT
Opération régionale	Le potentiel de la mésofinance dans la création d'emplois dans les pays partenaires méditerranéens	Direction des finances	Avr-11	199,00	Étude
Opération régionale	Soutien aux préparatifs du démarrage du Centre euro-méditerranéen des MPME (EMDC)	PME	Mai-11	250,00	AT
Opération régionale	réalisation de projets d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à leurs effets au titre de l'initiative méditerranéenne en faveur du climat	Énergie	Sep-11	200	AT
Opération régionale	Étude d'identification des projets dans le cadre de l'initiative de financement des projets urbains dans le bassin méditerranéen	Aménagement urbain	Fév-12	250,00	Étude
Opération régionale	Phase II du Programme de stages de la FEMIP	Capital humain	Fév-12	400,00	AT
Opération régionale	Programme d'action pour les PPP dans le cadre de la FEMIP	Tous secteurs	Fév-12	1.700,00	AT
Opération régionale	Évaluation du potentiel de production d'énergie renouvelable dans les pays partenaires méditerranéens	Énergie	Fév-12	75,00	Étude
Opération régionale	Renforcement des incidences du développement du secteur privé sur la transition démocratique dans les pays partenaires méditerranéens	PME	Fév-12	150,00	Étude
Opération régionale	« Space for Med », en coopération avec l'Agence spatiale européenne (ESA)	Tous secteurs	Juin-12	500,00	AT
Opération régionale	Étude sur l'intermédiation bancaire pour les MPME dans les pays de la FEMIP	Direction des finances	Déc-12	450,00	Étude
Niveau régional (Égypte, Jordanie, Liban, Maroc et Tunisie).	Renforcer l'impact de l'initiative de préparation de projets PPP (MED 5P)	Tous secteurs (transports, eau, assainissement, gestion des déchets, énergie et énergies renouvelables, social et urbain)	Avr-14	350,00	Activités d'AT (Réalisation du projet)
Opération régionale (Égypte, Palestine (Gaza), Jordanie, Liban, Tunisie et Maroc)	Services de conseil technique à l'appui des accélérateurs d'entreprises dans la région de la FEMIP	RDI (TIC)	Avr-14	2.000,00	Activités d'AT (PP – Préparation des projets)
Syrie	Programme de réforme du secteur du ciment	Ciment		1.500,00	AT
Tunisie	AT relative au fonds tunisien de capital d'amorçage	Direction des finances	Juil-06	125,00	AT
Tunisie	Fonds de capital d'amorçage	Direction des finances	Juil-06	2.000,00	Capitaux à risques
Tunisie	Adaptation de produits financiers aux envois de fonds des travailleurs émigrés	Direction des finances	Juin-08	490,00	AT
Tunisie	Mise en place d'un réseau d'investisseurs providentiels	PME	Juin-09	160,00	AT
Tunisie	Défis liés à la compétitivité et à l'emploi en Tunisie	Tous secteurs	Avr-11	200,00	AT
Tunisie	Renforcement de la réglementation et des compétences institutionnelles relatives au capital-investissement en Tunisie	Direction des finances	Sep-11	100,00	AT
Tunisie	Renforcement des capacités dans le secteur tunisien de la microfinance (MicroMED)	Direction des finances	Fév-12	4.000,00	AT
Tunisie	Taysir – prêt subordonné à une nouvelle IMF tunisienne (au titre de l'enveloppe pour l'investissement d'impact)	Finance et secteur privé	Oct-14	1.000,00	Capital-risque (prêt à l'investissement / monnaie locale)
Total				37.640	

4. Glossaire des termes, acronymes et abréviations

AFD	Agence française de développement
AT	assistance technique
BEI	Banque européenne d'investissement
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
BTK	Banque tuniso-koweïtienne
CAMENA	action en faveur du climat au Moyen-Orient et en Afrique du Nord
CDC	Caisse des dépôts et consignations
CE	Commission européenne
CMI	Centre de Marseille pour l'intégration en Méditerranée
DFID	Département britannique du développement international
ETAP	Entreprise tunisienne d'activités pétrolières
ETI	entreprise de taille intermédiaire
EUR	euro
FEMIP	Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat
FEMISE	Forum euro-méditerranéen des instituts de sciences économiques
FFF	Fonds fiduciaire de la FEMIP
FIV	Facilité d'investissement pour le voisinage
GIZ	Agence allemande pour la coopération internationale
IDE	investissement direct étranger
IDR	initiative de délégation réciproque
IEFD	institutions européennes de financement du développement
IFI	institutions financières internationales
IMF	institutions de microfinance
ISESCO	Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture
JWDS	Jordanian Women's Development Society
KfW	Kreditanstalt für Wiederaufbau
MeHSIP	Mediterranean Hot Spots Investment Programme : programme d'investissement pour l'élimination des principales sources de pollution en Méditerranée
MeHSIP-PPIF	Mediterranean Hot Spots Investment Programme – Project Preparation and Implementation Facility : mécanisme de préparation et de mise en œuvre des projets du programme d'investissement pour l'élimination des principales sources de pollution en Méditerranée
MENA	Moyen-Orient et Afrique du Nord
MPE	Mandat de prêt extérieur
MPME	Microentreprises et petites et moyennes entreprises
OCEMO	Office de coopération économique pour la Méditerranée et l'Orient
OIT	Organisation internationale du travail
ONG	organisation non gouvernementale
PIB	produit intérieur brut
PME	petites et moyennes entreprises
PPM	pays partenaires méditerranéens (Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Palestine, Syrie et Tunisie)
PPP	partenariat public-privé
RDI	recherche-développement et innovation
REM	cadre de mesure des résultats
SEAE	Service européen d'action extérieure
SNAP-T	Programme de conseil pour le secteur des transports dans les pays voisins du Sud
UE	Union européenne
UPFI	Urban Projects Finance Initiative, initiative de financement des projets urbains
UpM	Union pour la Méditerranée

Les articles et informations de ce rapport peuvent être reproduits librement ;
la BEI apprécierait toutefois une citation de la source et un envoi des coupures de presse.

Photographies et illustrations :

© EIB Photolibrary

© KfW Bildarchiv

The JordanTourism Board © 2013

G8/ATBEI/Fonds du logement social, Maroc

© Géraldine Bruneels, photographe

© Banque mondiale/Arne Hoel, photographe

© ONEP

© ADB/BAD

Mise en page : EIB GraphicTeam.

Rapport imprimé par l'Imprimerie centrale sur papier Condat Silk avec des encres à base d'huiles végétales. Le papier utilisé, certifié conformément aux règles du Forest Stewardship Council (FSC), est composé à 100 % de fibres vierges (dont au moins 50 % issues de bois provenant de forêts bien gérées).

FSC www.fsc.org MIXTE Papier issu de sources responsables FSC® C103749

Banque européenne d'investissement

La banque de l'UE

Bureau d'information
+352 4379-22000
+352 4379-62000
info@bei.org

Banque européenne d'investissement
98-100, boulevard Konrad Adenauer
L-2950 Luxembourg
+352 4379-1
+352 437704
www.bei.org/femip

Bureaux extérieurs

Égypte
Nile City Towers, North Tower,
9th floor
2005 C Corniche El Nil, Ramlet Boulak
11221 Cairo
+20 224619890
+20 224619891
Cairo@eib.org

Maroc
Riad Business Center,
Aile sud, Immeuble S3, 4ème étage
Boulevard Er-Riad, Hay Riad
10100 Rabat
+212 537565460
+212 537565393
Rabat@eib.org

Tunisie
70, avenue Mohamed V
TN-1002 Tunis
+216 71118900
+216 71280998
Tunis@eib.org

Rapport annuel de la FEMIP

© EIB – 04/2015 – QH-AH-15-001-FR-C – ISBN 978-92-861-2185-2 – ISSN 1830-3846 – doi:10.2867/299479 – © EIB GraphicTeam